

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 17 - DIM 18 - LUN 19 JUIN 1978 - N° 721

Commission paritaire N°56 942 .Tel. 636.73.76

2, 00 F.

BREST

Marée noire de CRS sur l'Arsenal

LES GREVISTES MOBILISÉS



Lire nos informations en page 6

RENAULT-Flins

LES OS DES PRESSES

ELISENT

LEUR COMITE DE GREVE

La direction menace de lock-outer l'usine

Lire en page 7

SPLI : non aux licenciements !

Depuis lundi, 400 ouvriers de la SPLI commencent à recevoir des lettres de licenciement. L'assemblée générale a mis sur pied un comité de grève qui organise l'occupation, et la popularisation de la lutte. En même temps qu'ils faisaient front face aux menées patronales, les grévistes avaient à mener la lutte contre l'UL-CGT à qui le moment de lancer un mouvement paraissait mal choisi. Les questions de l'unité des travailleurs et celles de l'autonomie de la lutte par rapport aux directions syndicales sont au centre des débats en assemblée générale. Aujourd'hui, il s'agit de construire un rapport de forces pour que le pays fougereais, déjà durement éprouvé par le chômage, puisse vivre.

Lire en page 7

Moulinex- Alençon : les ouvrières occupent

Lire en page 7

Renault-Cléon : questions sur la lutte

Lire en page 5

Berliet-Feuillat : grève pour le P 1 et contre la restructuration

Lire en page 6

Italie : démission du président de la République

Lire en page 9

LE CAMARADE KOUO MO-JO EST MORT

Le camarade Kouo Mo-jo vient de s'éteindre, à Pékin, à l'âge de 86 ans. L'œuvre littéraire de Kouo Mo-jo est inséparable depuis son recueil de poèmes «Déesses» en 1921, des étapes de la grande lutte révolutionnaire du peuple chinois pour sa libération nationale, son émancipation et la construction du socialisme. A l'exemple de Lou Sin, il a été l'un des plus grands combattants sur le front culturel : mettant tous ses talents au service de la révolution, il a joué un rôle de premier plan, tout en s'appuyant sur le riche patrimoine culturel du passé, pour développer l'art et la littérature de la Chine nouvelle.

Il était membre du Comité Central du Parti Communiste Chinois et vice-président du comité permanent de l'Assemblée populaire nationale.

Sa vie de militant et son œuvre d'artiste révolutionnaire resteront un exemple et une source d'inspiration.

Lire en page 9

LA CONFERENCE DE L'ONU SUR LE DESARMEMENT

Par Grégoire CARRAT

● Tous les représentants des 152 pays membres de l'ONU ont parlé, dénoncé la course aux armements, demandé qu'il y soit mis un terme, proposé des moyens pour y parvenir. Cela dans un silence assez général de la presse après le brouhaha fait autour de la prestation de Giscard lorsqu'il présenta, flanqué du socialiste J-P Cot, son plan de désarmement. Après l'exposé des positions de chacun, un travail diplomatique destiné à définir une plate-forme d'action préoccupe pour trois semaines les délégations.

L'Assemblée générale de l'ONU sur le désarmement s'est déroulée au moment où les événements du Zaïre mettaient en lumière une tension accrue entre les USA et l'URSS que Brejnev désigna à Prague par le terme de « guerre fraîche », en déclarant que les Soviétiques avaient « le choix entre la coopération et la confrontation ». Les événements interna-

tionaux légitimaient les inquiétudes des pays non-alignés qui ont proposé la tenue d'une assemblée de l'ONU sur le désarmement à la suite de leur sommet de Colombo en juillet 1976. Ils affirmaient alors qu'« une paix et une sécurité universelles ne peuvent être assurées qu'au moyen d'un désarmement général et complet ».

Comme l'histoire des dix dernières années l'a montré et comme les événements d'Afrique l'ont souligné, l'URSS et les USA, non seulement n'envisageaient pas de se priver d'un seul fusil, canon, bombe ou fusée. Ils ont de plus rendu sensible que l'une et l'autre des superpuissances s'approprièrent idéologiquement, politiquement, diplomatiquement et bien entendu essentiellement militairement à une confrontation décisive, à une nouvelle guerre mondiale, dont tous les autres pays subiraient les effets.

L'opportunité de la conférence a été ainsi dramatiquement illustrée. Certes toutes les résolutions de l'ONU sur le désarmement ont été grossièrement bafouées depuis 20 ans. Mais en dénonçant le rôle des superpuissances, en mettant en cause l'utilisation à leurs propres fins des négociations sur le désarmement, la conférence remet en cause leur ambition de dominer le monde. Le mépris avec lequel les deux superpuissances ont traité la conférence montre que leur intention est de passer outre, de poursuivre leur course aux armements, de jouer entre elles le sort du monde. La conférence pourrait être l'amorce, à partir des prises de position convergentes contre les menaces sur le monde que fait peser la rivalité des deux superpuissances, d'une opposition à ces ambitions illimitées de la part des forces importantes capables de contrecarrer leur réalisation, de casser le rythme de la marche vers la nouvelle confrontation mondiale.

La course aux armements : effets de la rivalité soviéto-US

C'est un échec qui est à l'origine de la décision des pays non-alignés de promouvoir une assemblée générale sur le désarmement. 1961 a été proclamée la décennie sur le désarmement. Mais l'on a vu au cours des années 60 les stocks d'armes nucléaires se multiplier par 100. Les armes nucléaires sont passées d'une technologie relativement rudimentaire, à une grande précision, à une grande diversité de missions. Elles se sont combinées de plus en plus étroitement avec les armes dites « conventionnelles » : chars, artillerie lourde, avions de bombardement, eux mêmes équipés d'une technologie de plus en plus sophistiquée. La guerre d'Indochine a été pour les USA un atroce champ d'expérimentation : « tapis de bombes » lâché par des G 52, napalm, bombes anti-personnel, bombes à dépression, détecteurs électroniques, à infrarouge...

Une courbe ascendante dans la course aux armements s'est installée, chacun arguant des progrès de l'autre, dans les capacités de tuer, pour développer ses propres moyens de massacre. Ainsi en pleine conférence sur le désarmement, on a vu le Pentagone (ministère américain de la Guerre) justifier une demande d'augmentation du budget pour la guerre chimique par le fait que les chars soviétiques étaient tous équipés en vue d'un combat de cette nature, en dépit des accords déjà signés. (La convention de 1975 prévoyait la destruction de tous les stocks existants). Elle a été contournée par les USA et l'URSS qui ont, à partir de 1976, engagé des négociations en vue de l'interdiction de ces armes, tout en poursuivant leur mise au point.

LA DECENNIE DU DESARMEMENT : UN ARSENAL SANS PRECEDENT DANS L'HISTOIRE

Les différents organismes intéressés au désar-

mement dans le monde pouvaient ainsi dresser un tableau éloquent établissant le fossé qui existe entre les actes et les paroles sur le désarmement. De 120 milliards de dollars en 1961, les dépenses d'armement sont passées à 200 milliards en 1971 et à 350 en 1976, atteignant une somme 25 fois supérieure à la totalité de l'aide accordée aux pays en voie de développement. Il a été stocké l'équivalent de 1,3 million de bombes comme celle qui fut lancée à Hiroshima.

Le moteur de cette course aux armements a été la rivalité soviéto-US pour la suprématie nucléaire : en 1961, les USA possédaient 63 missiles stratégiques capables d'atteindre l'URSS et 96 missiles lancés à partir de sous-marins. L'URSS en possédait 30, capables d'atteindre les USA et aucun à partir de sous-marins. En 1971, les USA possédaient 1 054 missiles stratégiques et 656 lancés à partir de sous-marins ; l'URSS possédait 1 510 missiles stratégiques et 440 missiles de sous-marins ; en 1977, les USA possédaient 1 054 ICBA et 656 SLBM, l'URSS 1 477 ICBA et 909 SLBM. De plus, chaque missile est devenu porteur de plusieurs charges nucléaires guidées chacune indépendamment sur leur cible, et chaque tête gagnant en précision.

UNE « LIMITATION » QUI NE LIMITE RIEN

La « décennie du désarmement » a été dominée par la course aux armements nucléaires entre les USA et l'URSS. Les conférences sur le désarmement ont été prolongées par l'emprise que les deux superpuissances y exerçaient. Elles ont ainsi remplacé le « désarmement » par la « limitation des armes », que sanctionnaient les accords entre elles : le Traité de Non Prolifération nucléaire signé en 1963 n'a pas ralenti la production des armes nucléaires par les USA et l'URSS qui, en

revanche, ont cherché à empêcher les autres pays de se dégager de leur monopole nucléaire. L'accord SALT signé en 1972 qui limitait le nombre de lanceurs n'a pas ralenti la multiplication du nombre d'ogives nucléaires dont le nombre a doublé entre 1972 et 1977, durée de l'accord ; même si Moscou et Washington parviennent à définir un nouvel accord SALT dans les mois à venir, il est d'ores et déjà prévu que le nombre des ogives soit multiplié encore par deux du fait de l'entrée en service du nouveau sous-marin « Trident » pour les États-Unis et du développement des fusées à têtes multiples du côté soviétique.

Combiné au développement de cette force nucléaire, les États-Unis et l'URSS ont développé leur armement conventionnel, blindés, artillerie, aviation. L'effort de guerre de l'URSS a été tout particulièrement important dans ces domaines. L'URSS a transformé les pays de l'Europe de l'Est en garnison. Et la mise en place par l'URSS au cours des années 60 d'une flotte de combat à vocation mondiale a lancé une course aux armements navals, grâce à laquelle l'URSS se propose de supplanter les USA dans un domaine dominé sans partage par les USA depuis la seconde guerre mondiale, ce qu'elle est déjà parvenue à faire dans les eaux européennes.

La course aux armements qui fait planer sur le monde la menace d'un conflit nucléaire est essentiellement le fait des USA et de l'URSS qui ont empêché toute mesure de désarmement. C'est un aspect essentiel de la confrontation permanente que les USA et l'URSS poursuivent. En convoquant une conférence sur le désarmement, les pays non-alignés ont manifesté leur volonté de conjurer les dangers de guerre, leur refus que les superpuissances menacent ainsi la paix du monde et la sécurité de chacun.

Le refus de l'hégémonisme

Les États-Unis et l'URSS effectuent les deux tiers des dépenses mondiales d'armement, 220 milliards de dollars sur 360 estimés en 1977. Ils disposent de la quasi-totalité — en dehors de la force de frappe française et de 16 missiles Polaris anglais, intégrés dans les forces nucléaires US — des armes nucléaires. Les deux superpuissances s'acharnent à préserver et à renforcer cette supériorité militaire à l'égard de l'ensemble du monde, grâce à laquelle elles cherchent à lui imposer leurs vues. Elles cherchent ainsi à dominer des pays et des continents entiers.

BASES MILITAIRES ET DOMINATION POLITIQUE

Après la seconde guerre mondiale, les États-Unis ont installé des bases partout dans le monde. En Europe : dans les pays de l'OTAN, ainsi qu'en Espagne, où sont installées des bases nucléaires. En Asie : à Taiwan, en Corée, au Japon, dans les Philippines, dans l'Océan Indien. Les régimes racistes d'Afrique australe leur servent de base d'agression contre le continent africain.

De son côté, l'URSS a transformé les pays d'Europe de l'Est en garnison : 31 divisions dont 16 de chars, soit plus de 320 000 hommes et 9 000 chars y stationnent en permanence. Dans l'Océan Indien, l'URSS a disposé des bases en Inde ; au Bengla Desh, elle a cherché à louer l'île de Gan dans l'Océan indien ; en Afrique, elle avait installé une base à Alexandrie, en Égypte, une à Berbera en Somalie, elle avait imposé à la Guinée des facilités aériennes. Ces facilités aujourd'hui fermées, ont été remplacées par la mise sur pied de forces permanentes stationnées en Éthiopie et en Angola, composées de 30 000 Cubains et de plusieurs milliers de conseillers militaires soviétiques ou Est-Allemands. Le développement de la flotte soviétique et de ses forces d'intervention constituent un mo-

yen supplémentaire par lequel, concurrentement avec les États-Unis, l'Union soviétique cherche à subjuguier les pays qu'elle convoite.

Etendant leurs griffes sur toutes les régions du monde grâce à leur formidable supériorité militaire, les USA et l'URSS s'affrontent directement pour obtenir la supériorité dans différentes régions du monde : en extrême-Orient l'URSS a renforcé sa flotte pour faire pièce aux moyens américains. Dans l'Océan Indien, la flotte soviétique s'accroît sans cesse face à la 7^e flotte américaine, et aux forces aériennes basées à Diego Garcia. On a vu cette rivalité s'exacerber brutalement en Afrique, au cours des dernières semaines.

EUROPE : UNE CONFRONTATION DE GRANDE AMPLIEUR

C'est en Europe que cette confrontation connaît la plus grande ampleur : 350 000 soldats américains stationnent en permanence, plus de 20 escadres aériennes face au déploiement soviétique.

Depuis 1967, les Soviétiques ont installé des forces permanentes en Méditerranée, leurs flottes du Nord étendent leur activité permanente, jusqu'en mer du Nord, effectuent de nombreuses démonstrations de force pour affirmer leur ambition face aux unités de la 6^e flotte américaine de Méditerranée et la 2^e flotte de l'Atlantique. 7 000 têtes nucléaires américaines sont opposées à 3 500 têtes soviétiques. Les Soviétiques sont en train de déployer un nouveau missile mobile, le SSX20 qui renforce les capacités nucléaires soviétiques destinées à l'Europe.

Par leur déploiement,

par leur puissance, les forces militaires soviétique et américaine se préparent à la confrontation, dont la cible est la domination du monde que l'URSS dispute aux États-Unis. Ainsi, dans la plupart des régions du monde, cette rivalité s'affirme. Elle met en danger l'indépendance des pays, allume des conflits importants. Cette rivalité converge en Europe grâce à laquelle les USA détiennent une partie de leur puissance mondiale.

Pour l'ensemble des pays du monde, la course aux armements menée par les superpuissances, ne constitue pas seulement une menace pour leur sécurité. Elle constitue également une menace pour leur indépendance, leur existence même. C'est pourquoi dans une très large proportion, ils ont exigé que soit remise en cause la domination soviéto-américaine sur les instances chargées du désarmement, que soient prises des mesures pour que les troupes étrangères quittent les régions qu'elles occupent, que soient réduits effectivement les armements.

La réponse apportée par l'URSS et les USA a montré que ni l'une ni l'autre n'avaient l'intention d'abandonner leurs prérogatives, qu'elles entendaient poursuivre leur rivalité sous l'égide de la « limitation des armements ». En multipliant leurs négociations (sur les armements stratégiques, sur les essais nucléaires, sur la guerre chimique, sur les forces présentes dans l'Océan Indien, sur les forces stationnées en Europe), les deux superpuissances ont surtout montré qu'elles n'entendaient nullement réduire leurs forces et qu'elles refusaient de se soumettre à un contrôle international.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevot
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

●Trois mois jour pour jour après le deuxième tour des législatives, le PCF va tenir une nouvelle session de son comité central, lundi et mardi prochains. A l'ordre du jour, le traditionnel «examen de la situation politique». En fait, il s'agit bien évidemment de faire le point sur la crise interne, mais aussi de voir ce qui pourrait relancer la machine révisionniste avant l'automne.

Pour ce qui est de la crise interne, rien ne s'est arrangé pour la direction du PCF. Entre le 23 mars, date de la première lettre publique de contestation, et la réunion du CC du 26-27 avril, un certain nombre de problèmes politiques ont été posés ; ils avaient trait principalement à la position du PCF vis-à-vis de l'URSS, à l'absence de démocratie interne, aux relations conflictuelles avec le parti social démocrate, et aux types d'alliances à nouer entre ouvriers et intellectuels. Dans cette période, on a pu mettre des noms derrière la contestation, ceux d'Althusser et d'Elleinstein notamment. Le «malaise» ressenti par des milliers de membres du PCF, y compris ceux de l'appareil, ne s'est pourtant pas exprimé avec toute son ampleur. C'est que nombre de militants attendaient de connaître quelle serait la réaction de la direction, de quelle manière les problèmes soulevés seraient pris en compte.

DES MILLIERS D'OPPOSITIONNELS

On sait ce qu'il en est : la virulence du rapport de Marchais (qui signalons-le n'est pratiquement pas diffusé alors qu'une brochure a été tirée tout exprès) n'a été que le point de départ d'une campagne de dénonciation des oppositionnels qui se prolonge encore. Althusser et Elleinstein ont été nommément pris à partie, *l'Humanité* publie sans arrêt des lettres indignées exigeant quasi ouvertement le départ des opposants, tous les dirigeants sont montés en ligne pour requérir dans ces procès. Expression de contradic-

tions politiques importantes, la contestation n'en a pas cessé pour autant. De la pétition des 1 200 (qui continuerait à s'agrandir), au texte des femmes du PCF publié la semaine dernière, en passant par l'apparition des oppositionnels de l'UEC à la fête des JC, les preuves ne manquent pas de cette survivance et de ce développement des contradictions. Tout contact avec des membres du parti révisionniste donne une idée de l'ampleur du problème. Outre son ampleur, il faut remarquer plusieurs choses quant à l'opposition au sein du PCF : tout d'abord, la question des démissions est posée : à ceux qui persistent à vouloir mener le combat à l'intérieur, avec ou sans illusion, d'autres répondent qu'il n'y a plus rien à faire avec ce parti-là. Ensuite, il faut noter le fait que si l'opposition revient sur les quatre grandes questions politiques évoquées plus haut, elle se nourrit aussi — et avec quelle virulence — des prises de positions immédiates de la direction : le cas est flagrant en ce qui concerne les mouvements de femmes : pour de nombreuses militantes, le rapport de Madeleine Vincent le week-end dernier a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Enfin l'opposition interne — de fait — s'organise : les pétitions circulent, les oppositionnels décident en commun de ne pas s'exprimer publiquement à tel moment, des revues apparaissent (dans l'UEC principalement).

Ces contradictions politiques d'importance trouvent leur expression au sein même du comité cen-

Avant le Comité Central du PCF

DIFFICULTES DE FOND

tral : sur les questions de fond, mais aussi sur la manière de traiter les oppositionnels : faut-il lâcher du lest ou pas ? Plus personne dans le PCF ne croit à la pseudo unanimité du CC, et même du bureau politique.

Voilà un premier problème auquel va se trouver confronté le comité central de lundi et mardi. Problèmes d'autant plus épineux que cette session est censée envisager la préparation du 23^e congrès.

A L'OPPOSÉ DU MOUVEMENT DES MASSES

La crise interne ne saurait occulter un deuxième problème, aussi important pour la direction du PCF : celui des perspectives à offrir. Le vide actuel nour-

rit les contradictions internes, comme celles-ci contribuent à le maintenir. Il faut bien avoir en tête qu'il y a 13 semaines, la direction du PCF se voyait déjà au pouvoir. Aujourd'hui, tout ce à quoi elle a œuvré depuis des années, et notamment ce fameux programme commun, est mort. Voilà qui ne peut que susciter des interrogations, même chez les militants les plus fidèles. Aujourd'hui, le PCF s'engage dans un système d'explications bien peu convaincantes : tout est de la faute au PS, tous les maux viennent de lui. Et la «campagne» dans laquelle sont censés s'engager les militants concerne le «non-pluralisme de l'information». Histoire de dire que la défaite est aussi due au fait que les propositions du

PCF n'étaient pas assez connues... Si l'on ajoute dans la période récente des propositions économiques de Fiterman qui sont complètement tombées à plat, on aura une idée des perspectives qu'offre le parti révisionniste.

En fait, en totale opposition avec la période passée, le PCF ne se situe plus que de manière négative. Il suffit pour s'en rendre compte de regarder les éditoriaux de *l'Humanité* : des attaques contre le PS, des attaques contre Erulin, etc. Rien en positif si ce n'est cette campagne pour le pluralisme de l'information, qui relaie celle sur le Zaïre. Il y a plus important encore. Sous la double pression de ses contradictions internes et de son vide de perspectives, le PCF est amené

aujourd'hui à se trouver en complet porte à faux par rapport au mouvement de masse. Le rapport Marchais disait bien en avril qu'il fallait se préoccuper de ces secteurs, mais qu'en est-il dans la vie ? L'attitude du PCF lors de la lutte contre la marée noire a été largement ressentie comme ce qu'elle était, une attitude manœuvrière et récupératrice. A part une commission parlementaire d'enquête à laquelle il participe, il ne fait plus rien aujourd'hui contre la marée noire et ses conséquences. Que fait le PCF face au mouvement large développé de boycott du mondial et de l'Argentine fasciste ? Il dénonce ce mouvement, allant même jusqu'à nier le caractère fasciste du régime argentin. Que fait le PCF par rapport à la situation en Afrique ? Il dénonce les interventions françaises, mais envoie ses jeunes soutenir un festival anti-impérialiste à Cuba. Que fait le PCF par rapport aux radios libres ? Il ne veut qu'un aménagement du monopole. Que fait le PCF face aux groupes femmes et à leurs luttes ?

Il condamne, il attaque de front. Que fait le PCF face aux mouvements de lutte de la classe ouvrière, comme Renault ? Il freine d'abord, accompagne ensuite sans rien proposer, et participe au sabotage ensuite, par sa passivité même.

En porte à faux par rapport à tout, nous disons bien tout, ce qui s'est développé de nouveau depuis 3 mois, en butte à une crise interne des plus profondes, incapable d'avancer des perspectives depuis la rupture du Programme commun la direction du PCF se trouve indéniablement en difficulté. On trouvera difficilement trace de ces difficultés dans le compte rendu de son comité central. C'est pourtant elles qui ne cesseront de hanter ses travaux.

Nicolas DUVALLOIS



Depuis le dernier Comité Central, la crise interne n'a fait que continuer au sein du PCF. Le CC arrivera-t-il à étouffer les contestations cette fois-ci ?

GISCARD : «OUVERTURE POLITIQUE» A PAS MENU

●«Confirmation de la responsabilité donnée à la majorité pour poursuivre son action» : telle est la leçon que Giscard a tirée mercredi des dernières élections, indiquant ainsi sa volonté de continuer — pour l'instant du moins — à gouverner avec l'appui du RPR. Donc, pas de coalition social-centriste à courte échéance. Au vrai, on le savait déjà. Mais, à petits pas comptés, «l'ouverture» se poursuit.

Cinq propositions du président de la République, formulées au cours de la conférence de presse, visent à maintenir les fils qu'il a commencé à tisser avec le PS. D'abord, il «envisage de recevoir les principaux dirigeants de l'opposition avant que ne se tiennent les réunions au sommet qui sont prévues pour le mois de juillet». Ensuite il propose «la limitation du cumul des mandats, par exemple à deux mandats électifs natio-

naux». Troisièmement, il souhaite «un scrutin de type proportionnel qui s'appliquerait pour les communes de plus de trente mille habitants». Quatrièmement, il a proposé pour l'opposition un droit de réponse (limité toutefois aux déclarations officielles) lors des interventions du gouvernement à la télévision. Enfin, il propose «un mode régulier de financement des partis politiques». Ces quatre derniers projets devraient être éla-

borés en liaison avec la gauche.

Certes, l'histoire du droit de réponse, au regard du matraquage quotidien des journaux télévisés, ne porte guère à conséquence. Et le scrutin proportionnel n'aurait eu de conséquences très importantes que s'il avait été étendu aux élections législatives, où il aurait eu pour conséquence l'éclatement des coalitions en place. Cependant, quelques terrains de convergences pourraient être trouvés ainsi avec le PS.

A L'ABRI DU PROGRAMME COMMUN

Celui-ci pourra toujours s'appuyer, pour cela, sur le programme commun, qui prévoyait sur ces deux

points : «L'attribution d'un temps d'antenne sera assuré au gouvernement, aux partis politiques, aux syndicats, aux organisations représentatives et aux confessions selon des règles équitables». Et «le régime électoral des assemblées départementales et communales sera modifié pour permettre dans tous les cas une représentation démocratique et plus fidèle de la population du département et de la commune».

Le premier à se précipiter aura été Rocard : «Tout ce qui va dans la voie d'une démocratie normale, où la fonction de l'opposition est reconnue, où le fonctionnement de la vie politique est normalisé et assaini, tout cela est positif (...). De même sur le

non-cumul des mandats, il y a convergence pour assurer le fonctionnement de la démocratie». De fait, les propositions de Giscard sur ces différents points avaient l'habileté de recouper des thèmes plus ou moins agités par le PS. Mais ce que Rocard a oublié de préciser, c'est que le soutien proportionnel pour les élections municipales dans les villes de plus de 30 000 habitants permettrait au PS de rompre nombre d'alliances locales passées avec le PCF en 77. Giscard, lui, en le proposant avait certainement en tête les crises à répétitions qui ont, depuis lors, agité nombre de municipalités d'Union de la gauche.

Jean LERMET

MUNICIPALES PARTIELLES : LA DIVISION DE LA GAUCHE

Trois élections municipales partielles auront lieu ce week-end à Aix-en-Provence, Fiers-la-petite-ville-qui-vote-comme-la-France, et Briançon.

Dans ces trois cas, les socialistes ont refusé de constituer des listes d'union, ce qui provoque les foudres du PCF. Il est vrai que cette tactique du PS lui a assez bien réussi à Saint-Malo, où la municipalité est désormais socialiste homogène, avec l'aide du désistement du PCF.



MAI 68 au jour le jour

LA FIN DU MOUVEMENT

Les dernières grèves

La répression à Sochaux ne marque pas la fin de la grève. Dans de nombreuses entreprises, la lutte se poursuivra, parfois jusqu'en juillet. Si Renault-Billancourt reprend le 17 juin, des entreprises importantes continuent la lutte, ne se satisfaisant pas des accords de Grenelle.

Le 20 juin, il y a encore 300 000 grévistes. Chez Citroën, quai de Javel, la CFT tente à plusieurs reprises d'occuper l'usine. Les occupants repoussent les agresseurs en les arrosant avec des lances à incendie. La reprise du travail aura lieu le 25 juin, avec bien des difficultés. À cette date, dans la banlieue Nord, de nombreuses usines entament leur sixième semaine de grève.

Le 22 juin, Peugeot a repris le travail dans la confusion. À cette date, dans les agglomérations de Lyon et Saint Étienne, 26 usines sont encore occupées.

Dans la plupart des cas, le patronat suscite des interventions violentes contre les piquets de grève, de la part des cadres ou des jaunes. Ou plus simplement envoie la police.

La dernière grève ouvrière se terminera le 16 juillet. Les travailleurs des ardoiseries de Fumay (Ardennes) auront fait grève près de deux mois pour les salaires et la garantie de l'emploi. Ils n'obtiendront que partiellement satisfaction.

La réoccupation des facultés commence le 16 juin, par la prise de la Sorbonne par la police. Pour éviter de trop graves incidents, les interventions policières se feront une par une, étalées jusque sur le mois de juillet. Dans la plupart des cas, la démobilisation a gagné le mouvement étudiant et la police n'a souvent que quelques dizaines de personnes à déloger.

Des affrontements opposeront des jeunes à la police le soir du bal du 14 juillet. Le 18 juillet, au festival d'Avignon, l'interdiction de certaines pièces donnera lieu à des incidents violents et à une répression policière brutale.

LES ÉLECTIONS DE LA PEUR

Parallèlement à cette reprise en mains, les élections se préparent. La gauche va..... à la bataille. La CGT appelle à «un gouvernement populaire». La CFDT, pour sa part, appelle à «placer en bonne place au premier tour un candidat de la gauche non communiste». Le parti de la peur l'emportera très largement. À gauche, le PCF perd 2,5 % des voix, la FGDS également 2,5 %. Seul le PSU progresse. L'érosion de la gauche est souvent plus forte dans les quartiers ouvriers. L'UDR obtient à elle seule, une majorité écrasante à l'Assemblée. Le PCF se retrouve avec 34 élus, la FGDS avec 57.

La campagne avait donné lieu à de nombreux incidents entre collets de droite et de gauche. Des coups de poings et de matraque, mais aussi de fusils ont été échangés. On dénombre plusieurs dizaines de blessés. A Arras, un militant du PCF, Marc Lanvin, est abattu à bout portant.

Nous avons tenté de retracer, dans ses grandes lignes, le mouvement de grève le plus important qu'ait connu notre pays dans son histoire (et, en proportion, au niveau mondial). Notre ambition était modeste : il ne saurait être question de rendre compte, dans toute sa diversité, d'un mouvement aussi vaste et aussi riche.

Non plus que de tirer dans cette chronologie le bilan politique d'ensemble d'un tel mouvement.

Nous avons voulu rappeler les grands traits d'un mouvement qui, certes, ne pouvait pas déboucher sur la révolution, mais qui a révélé au grand jour les aspirations révolutionnaires qui existent dans les masses populaires de notre pays. C'est au développement révolutionnaire de ces aspirations dans une claire perspective politique qu'il nous faut œuvrer, aujourd'hui.

Mai 68 revu et corrigé par La vie ouvrière

• Dans un récent numéro, l'organe de la CGT, *La Vie Ouvrière*, consacre une large place aux «leçons» de mai-juin 68.

Nous n'avons pas l'ambition d'analyser dans le détail tout ce qui est contenu dans ces seize pages, mais de relever quelques-uns des oublis et des manques les plus flagrants... et les plus révélateurs.

Comment s'informer sur mai 68 ? Dans une note en petits caractères, la *Vie Ouvrière* oriente le choix de ses lecteurs : «Nous ne saurions trop conseiller la lecture des ouvrages suivants : *le mai de la CGT*, par Georges Ségué, et *Mai des prolétaires*, de Laurent Salini». Ben voyons ! On ignorait que Salini eût des responsabilités à la CGT ; on savait par contre qu'il est plume à *l'Humanité*. Le ton est donné en toute indépendance syndicale, pas un mot n'est dit qui ne sorte du cadre du point de vue du PCF sur la question ; les attaques fusent contre les gauchistes, et aussi contre les socialistes : voyez ce qui reste intact.

Nous nous permettons de relever quelques mensonges, notamment par omission, dans l'exposé des événements. Un calendrier sommaire est dressé des événements, sous le titre «*Quelques dates à retenir*». Ce qui appelle quelques remarques pour rafraîchir les mémoires poussiéreuses (mais n'est ce que cela) des dirigeants de la CGT.

— Dans la première partie des événements (la phase étudiante), on cite les déclarations de Ségué qualifiant le pouvoir de «*responsable principal de cette tension*». On oublie malencontreusement ses propos contre les gauchistes - provocateurs - irresponsables...

— La CGT aurait été à l'initiative de la manifestation du 13 mai. Le 11 mai, selon la V.O. : «*La CGT propose une grève générale avec manifestations pour le 13 mai, ce qui surprend tous les autres participants. A midi, la CGT et la CFDT sont d'accord, elles lancent ensemble l'appel à la grève du 13. La FEN et l'UNEF se joignent à cet appel*». En somme, la CGT a démarré la lutte et les étudiants ont suivi. La simple honnêteté oblige à rappeler que l'organisation étudiante avait appelé à une grève des cours illimitée dès le 7 mai, et que la CGT a été obligée d'accepter la présence de l'UNEF et du 22 Mars.

— Il ne s'est rien passé, pour la V.O., entre la manifestation gaulliste du 31 mai et le premier tour des élections législatives. La reprise du travail, les problèmes des directions syndicales pour la faire admettre, Ségué hué à Boulogne Billancourt, la répression à Flins, à Sochaux, l'assassinat de

Gilles Tautin, de Beylot, de Blanchet, la dissolution des organisations d'extrême gauche, rien de tout cela n'a existé.

QUELQUES EXEMPLES LOCAUX

Pour étayer ses positions, la direction de la CGT fait appel à des témoignages de responsables syndicaux de diverses entreprises. Le cas le plus remarquable est celui de l'entreprise qui a démarré la grève, la SNIAS de Bouguenais (banlieue de Nantes) — et non Bourguenais comme le titre la V.O., qui aurait dû mieux s'informer. Nous y apprenons avec intérêt que c'est la CGT qui a été à l'origine de la lutte. Ce qui est une contre-vérité flagrante.

Selon la VO, lors de négociations avec la direction, les responsables syndicaux se sont rencontrés... dans les WC de la direction. «*On n'en sortira pas*, dit la CFDT. Il faut durcir le mouvement, dit la CGT, il faut décider la grève illimitée et occuper l'usine. «*FO n'est pas tellement chaud*».

La réalité était quelque peu différente : des grèves tournantes avaient lieu depuis plusieurs mois. La CGT soutenait ces formes d'action, alors que la section FO, dirigée par des trotskystes, était favorable à la grève totale avec occupation. Le directeur Duvochel sera séquestré pendant 15 jours. Dix ans plus tard, la CGT prétend être à l'initiative de cette séquestration. C'est se moquer du monde. Ségué, interpellé à propos de cette séquestration, répondra à la radio qu'il va immédiatement tout faire pour que le patron soit relâché. Il sera retenu pendant encore 15 jours.

La censure s'exerce aussi dans l'article consacré aux cheminots. On y lit : «*Il fallait que la CGT ait l'œil partout pour déjouer les mauvais coups des fascistes et des CDR, mais aussi des gauchistes — comme le jour où ils prétendaient affréter un train spécial pour aller à Flins*». Les lecteurs de la V.O. ignoreront toujours pourquoi les étudiants voulaient aller prêter main forte aux travailleurs de Flins attaqués par les CRS.

RÉCUPÉRATION ET CALOMNIE

Prétendant tirer un bilan d'ensemble de mai 68, la direction CGT fait, à peu



de frais, une autocritique partielle de son attitude vis-à-vis des nouvelles formes de lutte : «*On a parfois eu tendance, à la CGT, à confondre dans une même réprobation ceux qui se livraient à de basses attaques contre elle et la classe ouvrière, et ceux qui ne faisaient qu'exprimer confusément certes, des idées fortes qui méritaient le respect*».

Dix ans après, l'heure est à la récupération.

Mais les moyens pour calomnier les révolutionnaires n'ont guère changé. Un prétendu ancien gauchiste y déclare : «*J'ai participé à une réunion gauchiste en Italie, dont il ne m'est rien resté, sinon*

que tous les frais nous furent payés. Étonnant car on ne cotisait ni ne quêtaient...». La conception policière de l'histoire n'est pas morte. Non plus que l'amalgame réactionnaire entre révolutionnaires et terroristes. Pour Ségué, «*notre position envers le phénomène gauchiste dès mai 68 a considérablement réduit sa portée au sein du mouvement ouvrier français. Les événements dont l'Italie est présentement le théâtre ne sont pas de nature à nous faire douter de la valeur de cette orientation*». Marcellin et ses successeurs ne diraient pas mieux.

François NOLET

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,
75 924 Paris Cedex 19

QUELQUES QUESTIONS SUR LA LUTTE - 2 -

A propos de la grève de Renault-Cléon

Par François MARCHADIER

● Nous avons vu hier dans quel contexte les travailleurs de la Régie et plus particulièrement ceux de Cléon ont engagé la lutte moins de trois mois après les élections. Rapidement, nous avons parlé de l'attitude des directions syndicales s'opposant de front d'abord, puis par leur passivité, à la profonde combativité des OS. Leurs pratiques manipulatoires ont été rejetées. Si cette grève a une caractéristique, c'est bien la réelle aspiration à l'unité pour la lutte. Aspiration contrée à plusieurs reprises par les directions syndicales qui n'ont jamais pris en main la coordination des différentes entreprises de la Régie. Aujourd'hui, il nous semble intéressant de voir comment a été posée la question du comité de grève, comment la nécessité d'étendre l'occupation, d'y associer le maximum de grévistes, en l'organisant a été vivement ressentie.

Là aussi, les directions syndicales s'y sont opposées. Oui, cette lutte est vraiment riche de promesses.

Ce comité de femmes de grévistes et les autres initiatives, il aurait tout à fait été possible de les faire entrer dans la vie, mais les directions syndicales ont refusé de conduire la lutte dans cette voie qui correspondait à l'aspiration de l'immense majorité des grévistes.

Mettre sur pied un comité de grève ? Il en a été question à plusieurs reprises. Si cela ne s'est pas fait, il semble que c'était en partie parce que les idées n'étaient pas très claires sur ce que cela devait être. Fallait-il en exclure les directions syndicales ou les y associer ? Si elles le désiraient, mais au même titre que n'importe quel travailleur.

Un autre point n'était pas éclairci : quel aurait été le rôle de ce comité ? Avait-il seulement un rôle de force de proposition dont les suggestions pouvaient être acceptées ou refusées par les directions syndicales, ou s'agissait-il d'une direction alternative à la lutte ?

La mise sur pied de ce comité ou de toute autre forme de direction démocratique de la lutte aurait pourtant permis de se donner les moyens de gagner. En organisant la coordination avec les autres usines de la Régie, on l'a vu, en prenant en main la popularisation sur les autres boîtes de la région (cinq étaient en grève) et aussi en se donnant les moyens de rallier les très nombreux grévistes qui ne participaient pas à l'occupation.

ÉTENDRE L'OCCUPATION

Une des grandes contradictions qu'avaient à résoudre les grévistes, c'est le caractère majoritaire de la grève d'une part et

le faible nombre qui participaient activement à l'occupation d'autre part. Suivant les estimations, toujours un peu aléatoires, par roulement, il y a eu entre cinquante et quinze cents grévistes qui occupaient la nuit, mais rarement plus de cent cinquante simultanément. Rallier les nombreux ouvriers qui « venaient au nouvelles » au moins une fois par jour, était donc un élément important de la victoire. Alors que les directions syndicales donnaient souvent pour consigne à ceux qui occupaient de rester dans l'enceinte de l'usine, on pouvait constater chaque jour que de nombreux grévistes franchissaient les grilles et allaient discuter avec ces ouvriers. Ce faisant, ils ne les laissaient pas sous l'influence de la maîtrise qui, elle, n'hésitait pas à se mêler à eux et à faire son sale travail.

Les nombreuses discussions qui ont été menées avec ces grévistes plus passifs, s'il en avait été fait le compte-rendu dans des débats démocratiques, si tous les occupants avaient réfléchi ensemble au meilleur moyen de les rallier, auraient sans doute pour partie pu être gagnés à l'occupation. Cela aurait nécessité bien sûr l'organisation de celle-ci.

ORGANISER L'OCCUPATION

Organiser l'occupation n'était évidemment pas qu'un problème technique, matériel, même si cet aspect des choses a quelquefois laissé à désirer. Organiser l'occupation, c'était surtout proposer à ceux qui passaient, de rencontrer des gars des autres entreprises Renault, d'aller populariser la grève à l'extérieur,

UN COMITE DE GREVE ?



c'était organiser des débats sur le sens de la lutte. C'était aussi prévoir un minimum d'animation culturelle qui dépasse les disques de chants révolutionnaires.

Ce qu'il faut souligner, c'est que ces insuffisances ne sont pas dûes à un prétendu « faible niveau de conscience des masses », comme certains voudraient le faire croire. Loin de là. Au contraire, les aspirations justes, celles qui allaient dans le sens de l'unité populaire, de l'unité des ouvriers de toute la Régie où qu'ils travaillent, l'aspiration à l'unité syndicale sur une base offensive n'ont pas manqué.

UNE EXPERIENCE RICHE DE PROMESSES

Ces centaines de discussions qui se sont menées en quinze jours entre des gars qui auparavant ne se connaissaient pas, jamais à aucun moment les gens du PCF dans la CGT ou ceux du PS dans la CFDT n'ont voulu les prendre en compte.

C'est là incontestablement une des caractéristiques de cette grève : massivement, les travailleurs ont rejeté la tutelle des partis de gauche. Malgré les contorsions des dirigeants CGT qui ont su à certains moments reculer pour ne pas se faire chasser, de très nombreux grévistes ne sont pas prêts d'oublier leur attitude. Alors que Marchais, dans son rapport devant le CC qui a suivi les élections, faisait un semblant d'autocritique en disant : « Nous n'avons pas toujours su prendre

en compte les aspirations nouvelles », les ouvriers de Cléon ont pu faire massivement l'expérience de la valeur de ces belles déclarations.

Certains des militants du PCF ont pris conscience de cette coupure entre leur parti et les aspirations des masses. En discutant avec eux de ce qui différencie cette grève de celle de mai 68, particulièrement longue et dure à Cléon, l'un d'eux : « C'est très différent ; en 68, les gars ne cherchaient pas à imposer leur point de vue aux syndicats comme aujourd'hui ; ils avaient plus confiance et puis il n'y avait pas comme aujourd'hui le développement de l'extrême gauche ».

UNE SERIE DE CONTRADICTIONS AVEC LE PCF

Ce que ces militants appellent l'extrême gauche, c'est un certain nombre d'ouvriers qui, dans cette usine, se réclament de la révolution. Mais ce sont surtout les ouvriers inorganisés qui entretiennent avec le PCF toute une série de contradictions. Par exemple, nous n'avons pas trouvé un seul gréviste pour prendre la défense de cette entreprise nationalisée. « Renault, c'est la même chose que Peugeot ou Citroën » pensaient-ils très largement.

De manière encore plus nette, les appels du PCF à la maîtrise, en temps ordinaire, pour qu'elle comprenne « où sont ses inté-

rêts » sont moins que jamais acceptés par les ouvriers de Cléon. Pour eux, la maîtrise c'est ceux qui divisent, qui vexent, qui poussent aux cadences. Depuis cette grève, c'est en plus ceux qui attaquent les piquets de grève, militants RPR en tête, à coups de barres de fer. La maîtrise, ce sont les porte-parole du patron, quelquefois ses hommes de main.

Les contradictions sur la conduite de la grève, on l'a vu, entre l'aspiration de l'immense majorité des grévistes et le PCF ou le PS, étaient présentes presque à chaque instant. D'un côté ceux qui veulent maintenir la classe ouvrière, même pendant les grèves, dans une situation de subordination ; de l'autre l'aspiration à exercer le pouvoir, à diriger la grève, à faire à petite échelle d'une certaine manière l'expérience du pouvoir des ouvriers.

Cette incapacité du PCF à chapeauter le mouvement, l'existence de ces couches d'ouvriers qui lui échappent presque complètement, sont porteurs d'avenir.

Assurément, en déqualifiant, en augmentant les cadences, en compressant les salaires, la bourgeoisie réalise peut-être encore de juteux profits, mais elle suscite un formidable potentiel de révolte chez ces esclaves salariés que sont les OS. Potentiel d'autant plus inquiétant pour la bourgeoisie qu'il remet de plus en plus en cause la tutelle du PCF sur la classe ouvrière.

Nouvel échec des directions syndicales

Quand les directions syndicales avaient appelé à la reprise à Cléon, elles avaient annoncé une journée d'action pour jeudi. Comme c'était prévisible, très peu de travailleurs ont débrayé dans le quart du matin. Les ouvriers prévoient que le mot d'ordre serait un peu plus suivi le soir car plusieurs parlaient de profiter de l'aubaine pour suivre un match de foot ball à la télévision.

Les réticences de bon nombre de grévistes pour ce moyen d'action totalement inefficace sont encore renforcées par le fait que le bruit court que les non-grévistes, maîtrise y compris s'y seraient joints car ils ne seraient pas payés pour la période pendant laquelle ils n'ont pu travailler. Si ce bruit était vérifié, cela signifierait sans doute que la direction compte dresser les non-grévistes contre les grévistes. C'est vraiment jouer avec le feu !

Bretagne en lutte

La combativité monte en Bretagne si l'on en juge par le nombre de travailleurs qui se mobilisent : depuis quelques semaines. Il y a bien sûr les ouvriers de l' Arsenal de Brest mais il y a aussi les ouvriers de la B.A.N. (Base aéronavale) de Guengat qui sont en grève illimitée depuis mardi. La lutte s'est engagée à cause de la remise en cause des décrets salariaux par le ministère.

Les vingt ouvriers qui entrent ainsi en lutte rejoignent ceux des garages orientaux qui luttent déjà depuis 6 semaines pour des augmentations de salaire. La préfecture qui sert de médiateur propose notamment 1 franc d'augmentation de l'heure et une augmentation uniforme pour tous qui serait égale à 3 % du salaire le plus bas. Les grévistes jugent ces propositions insuffisantes et ils poursuivent la lutte avec détermination. Ainsi le directeur de Simca «retenu» dans la journée de mercredi ne doit son salut qu'à l'intervention brutale de la police. Après une courte poursuite dans les rues de la ville entre les grévistes et les flics, il s'en est fallu de peu que quelque chose soit également tenté au garage Renault mais la police était sur les lieux empêchant la mise à exécution du projet.

En retenant le patron du garage Simca, les mécaniciens en grève devaient sans doute sans le savoir, être imités des travailleurs de la CTB (Construction téléphonique de Bretagne) à Pont de Buis. C'est également pour des augmentations de salaire que ces ouvrières ont engagé différentes actions depuis plusieurs jours. Mercredi à 16 heures, 400 d'entre elles arrêtaient le travail montrant ainsi qu'elles n'entendaient pas se satisfaire de l'alignement sur l'indice INSEE qui veut leur imposer leur patron. Pour leur part, les ouvrières de la SPLI ont manifesté mercredi à une centaine, dans les rues de Vannes, en direction de la préfecture, à l'appel de la CFDT. Cette manifestation regroupait des travailleurs de plusieurs entreprises. Une délégation reçue à la préfecture n'a pu obtenir aucun engagement précis.

Les ouvrières de la SPLI sont loin d'être seules en Bretagne à refuser de payer la crise. Le même jour en effet, les délégués de Art et Décoration étaient reçus par la direction. Les travailleurs de cette entreprise sont en lutte depuis le 5 juin. Pour marquer leur volonté de poursuivre les ouvriers ont organisé le même jour un sitting devant le siège de l'entreprise pendant une demi-heure sur la route de Gouesnou.

La classe ouvrière bretonne aura bientôt à faire face à un nouveau préfet. Le conseil des ministres de mercredi a en effet approuvé les propositions de nommer Philippe, préfet de Bretagne dans la région Rhône-Alpes et de le remplacer par le préfet du Val de Marne, Jean Périer. Ce dernier s'était fait notamment remarquer par l'emploi de la manière forte à l'occasion d'un détournement d'avion par un déséquilibré à Orly, il y a quelques mois.

En prenant ses nouvelles fonctions, Périer pourra toujours faire ordonner une enquête pour découvrir les responsables du cambriolage des locaux de l'UL CGT et CFDT de Saint Malo dans la nuit de mardi à mercredi.

Dans les deux cas, portes et tiroirs ont été fracturés. La fouille a été minutieuse, mais il ne semble pas que rien ait été volé ce qui confirme qu'il ne s'agit pas d'une affaire de droit commun.

Lyon : Berliet-Feuillat les grévistes disent non à la direction

Depuis une semaine des débrayages ont eu lieu à l'usine de Berliet-Feuillat à Lyon. C'est une usine qui regroupe l'ensemble des magasins de pièces de rechanges de Berliet. Le mouvement touche actuellement l'ensemble du secteur ouvrier qui représente 600 personnes sur 1 100 de l'usine. Les revendications portent notamment sur les 3 000 F pour tous, les classifications et la restructuration du groupe Berliet-Saviem. L'usine devait être « éclatée » entre l'Isle d'Abeau pour les pièces de rechange et à Limoges et Chaumont pour la réparation des moteurs. Des mouvements avaient commencé la semaine dernière dans les services expédition emballage, sur les trois cents francs et le P1 pour tous. Mercredi 70 % du secteur ouvrier votait la grève jusqu'à la fin de la journée. La grève était ensuite reconduite, avec un durcissement par le blocage des portes alors que la direction négocie. Le nombre de grévistes augmentait sensiblement. La direction proposait un premier train d'augmentations car visiblement cette grève touche un point sensible de l'organisation Berliet. L'image de marque de la maison dépend en effet pour une part de la qualité de son service après-vente. Elle avouait que c'était le seul secteur où elle acceptait de négocier et de lâcher les revendications des ouvriers. Mais les jugeant insuffisantes, les travailleurs de Feuillat n'acceptent pas les propositions de la direction.

Corr. BERLIET

Arsenal de Brest

«ON N'AVAIT JAMAIS VU UNE PAREILLE MANIFESTATION...»

Jeudi après-midi, plus de 5 000 grévistes sont partis en manifestation dans le quartier populaire de la ZUP. «C'était la première fois que tous les gens de ce quartier voyaient une telle manif», nous disait jeudi soir un délégué CFDT. La veille, une autre manifestation avait parcouru la rive droite, qui est aussi un quartier populaire : c'est le quartier du Pont de Recouvrance et s'était disloquée dans le centre ville, au Square Marc Sangnier. Il avait bien fallu tout cet espace pour contenir l'énorme flot des travailleurs. A la manifestation de jeudi, on pouvait remarquer une participation importante des établissements extérieurs, notamment de la BAN de Landivisau, de l'aéronavale de Guengat, de l'Épshom de Quimper... Tous avaient fait le chemin jusqu'à Brest... Ce qui a frappé tout le monde, c'est la combativité de la mani-

festation, qui a défilé en réclamant l'application de nos décrets, l'intégration des temporaires. Les temporaires ne sont pas sous le statut de travailleurs de l'Etat, «ils sont quand même 1 200 à l'arsenal de Brest. 1 200, c'est un chiffre très important. Par rapport à nous, ouvriers de l'Etat, ils n'ont pas la sécurité de l'emploi». Il y a aussi le problème de l'avancement, notamment pour le bassin 10, le bassin de carénage des sous-marins nucléaires lance-engins, où il y a énormément de jeunes qui sont embauchés en basses catégories, en catégorie 3 et 4. Pour ces camarades, avec le système d'avancement mis au point sous Debré, ils risquent de rester en basse catégorie longtemps, peut être même tout le temps. Ils gagnent entre 2 300 et 2 500 francs maxi. C'est eux qui ont débrayé dès lundi.

Pour la journée de ven-

dredi, l'occupation était décidée dès la veille pour le jour, et une partie de la soirée. Jeudi soir, les discussions se poursuivaient dans les ateliers pour savoir si l'on poussait l'occupation plus tard dans la nuit. Il faut dire que la Préfecture maritime a convoqué les syndicats. «Elle nous a laissé entendre que c'était un établissement militaire, avec des consignes de sécurité particulières...» En tout cas, malgré cette menace de répression et l'expérience des brutalités de la police, lors de la grève de 50, avait tué un gréviste, Edouard Mazé, et mutilé un autre, Pierre Cauzien, les gars des arsenaux pensent à durcir l'action. «La journée de vendredi doit être animée : le repas sera pris dans la boîte, dans les ateliers, de telle façon qu'on ait toujours une occupation suffisante des locaux toute la journée».

Pour l'instant, du côté

des syndicats, le langage est plutôt à l'unité d'action. Il faut dire que les dirigeants de la CGT ont senti passer le vent du boulet, mardi, lors du meeting qui clôturait la manifestation. L'orateur CGT avait cru bon d'accuser la CFDT à propos de la réunion paritaire. Aussitôt, sifflets, cris montent des grévistes, aussi bien CGT que CFDT : «Division ! On n'est pas là pour ça...» Depuis «ils ont mis le pied sur la pédale douce», nous dit-on. Et jeudi c'est finalement un responsable CFDT qui a pris la parole, au nom des 3 syndicats de l'arsenal, sur la grande plate forme, à côté de la patinoire de la ZUP. «Ce qui est primordial, c'est l'aboutissement de ce pour quoi on se bat...» Tel est le sentiment général des gars, à l'arsenal de Brest. Les directions syndicales sont obligées d'en tenir compte, comme elles doivent tenir compte de la grande combativité qui s'exprime depuis lundi. Certains, parmi les responsables, commencent à suggérer que le vote de mardi, qui a donné une écrasante majorité à la grève illimitée et à l'occupation, n'est qu'une photographie, à un moment donné, d'une certaine préférence... Mais à l'heure où les gars parlent de prolonger l'occupation du soir, ils n'osent pas en dire plus...

Monique CHÉRAN



Boussac

LE PROJET DE LIQUIDATION SE PRECISE

Les congés avancés en juillet

Les responsables syndicaux ont décidé de poser un certain nombre de questions lors du Comité Central d'Entreprise Ordinaire qui doit se tenir, comme chaque année, à Paris du lundi 19 au samedi 24 juin :

— Quelles mesures compte prendre la direction du groupe pour «maintenir les emplois» ?

— Où en sont les négociations avec le gouvernement et les créanciers ?

— Quelle est la situation des carnets de commandes ?

Evidemment, on peut toujours poser ces questions mais n'en connaît-on déjà pas les réponses ?

Et on voit mal comment la direction du groupe pourrait faire pour «sauver» des milliers d'emplois qu'elle entend supprimer...

● Mardi soir s'est tenue une réunion inter-entreprises des responsables CGT et CFDT des différentes usines Boussac des Vosges. Elle avait pour but, de mettre sur pied un certain nombre d'actions face aux menaces de milliers de licenciements qui pèsent sur les travailleurs du groupe, après sa liquidation.

Qu'est-il ressorti de cette réunion ?

A l'évidence, seule une lutte résolue des travailleurs de Boussac et des Vosgiens est susceptible de donner un coup d'arrêt aux menaces qui pèsent sur eux. A propos de lutte justement, qu'a-t-il été décidé ? La nécessité de mettre en place des piquets de vigilance durant les congés pour s'opposer à tout démenagement a été rappelée. Cette période des congés est en effet cruciale, puisque le pouvoir escompte bien une démobilisation à ce moment-là.

Un fait nouveau indique d'ailleurs qu'il est bien décidé à procéder de la sorte et vite de surplus : pour-

quoi donc a-t-il, pour la première fois depuis des dizaines d'années, donné les congés des travailleurs de Boussac, au mois de juillet au lieu du mois d'août ?

Une mobilisation réelle de la majorité des travailleurs est donc nécessaire, car ce ne sont pas des piquets de vigilance symboliques, aussi déterminés soient-ils, qui seront à même d'empêcher le démantèlement.

Or il ne semble pas que, pour l'instant, l'on s'achemine résolument dans cette voie. Outre que la réunion de mardi, comme le

font remarquer des militants CGT et CFDT, est arrivée bien tardivement, les responsables syndicaux ont décidé de ne réunir les travailleurs de Boussac en assemblée générale que quelques jours avant la période des congés. Est-ce bien se donner les moyens d'assurer pour les vacances une large participation des ouvriers contre un démantèlement probable ? Et ce qui se passe aujourd'hui montre que certains responsables syndicaux ne sont pas très résolus à empêcher le démantèlement : pourquoi en effet, malgré les déclarations qui n'ont pas manqué à ce propos, aucun piquet de vigilance, excepté à l'usine des Grands Sables près d'Épinal, n'est mis en place dans les usines dès aujourd'hui, alors que des tentatives de démenagement ont déjà eu lieu ?

SPLI Rennes

COMMENT CONSTRUIRE LE RAPPORT DE FORCES POUR GAGNER

● Lundi dernier, 12 juin s'est tenu à Paris le Comité Central d'établissement qui a annoncé le licenciement des quelques 1 400 ouvrières de la SPLI. Les lettres de licenciements ont commencé à arriver depuis mercredi. Les manœuvres de la direction sont nombreuses. Alors que lundi, elle annonçait la reprise d'une centaine d'ouvrières de Rennes, vendredi matin, le personnel faisait savoir qu'en fait de reprise, c'était un licenciement différé qui était envisagé, et que de plus cette mesure est annulée en fait depuis le mercredi 14. «Le personnel de l'usine était décidé à tout mettre en œuvre pour empêcher ce scandale : exiger qu'une fraction du personnel participe à sa propre liquidation, aux diverses pressions des pouvoirs publics, municipalités etc...».

LA SITUATION A FOUGERES

Dès mardi, des assemblées générales du personnel se tenaient dans toutes les usines de l'Ille et Vilaine. Dans la même journée, 600 à 700 ouvrières manifestaient à Fougères à l'initiative du comité de coordination CFDT de Fougères et St-Brice. Dans le pays fougérais déjà du moment éprouvé par le chômage (Réhault, etc), la fermeture de la SPLI apparaît comme la mort du pays. «C'est 3 000 chômeurs dans le pays fougérais» déclarait l'UL CFDT.

LES INITIATIVES ET LE DEBAT A RENNES

La mobilisation des ouvrières sur place, l'animation de l'occupation sont les problèmes principaux à résoudre à Rennes. Les assemblées générales commencent à se mettre sur pied. Un comité de grève rassemblant les délégués du personnel, les animateurs des commissions

commence à organiser l'occupation. Trois commissions ont été mises sur pied : commission propagande pour populariser la lutte dans la ville, une commission d'organisation de l'occupation, une commission chargée des problèmes juridiques des licenciements (ANPE, ASSEDEC, etc.). Le problème se pose aussi de rallier à la lutte un certain nombre d'ouvrières démobilisées par les manœuvres de division patronale. L'occupation est sans doute le meilleur moyen de les mobiliser et c'est là une tâche que s'applique à résoudre le comité de grève.

Jeudi, une surprise attendait les ouvrières à 17 h à la porte de l'usine. L'UD-CGT diffusait un quatre pages intitulé : «L'UD-CGT s'adresse à vous tous et à toutes». En fait de conseils, c'est là une attaque en règle sur la façon dont la lutte est menée à la SPLI. Citation du tract CGT : «La lutte ne peut déboucher que si l'on oppose à la fermeture de l'usine des solutions concrètes, des revendications

claires. Or, d'après certains délégués, ce n'est pas le rôle du syndicat. Mais alors, laissons les patrons faire !... L'attaque est directe et brutale. Mais que propose la direction CGT ? «Les délégués sont avant tout des militants à qui le syndicat a confié une mission particulière. Mais ils ne peuvent agir que conformément aux décisions et orientations du syndicat, c'est-à-dire des syndiqués». A cela, de nombreux ouvriers et ouvrières répondent : «Syndiqués ou non syndiqués, nous sommes tous licenciés».

«Ce qu'il faut, c'est s'opposer tous ensemble aux licenciements». Et la proposition de la direction CGT de réunir simplement les syndiqués apparaît clairement comme une mesure de division, car les syndiqués sont nettement majoritaires dans l'usine et nombre d'ouvrières combattives ne comprendraient pas cette ségrégation. Quant aux propositions de l'UD pour ce qui est de la popularisation, le tract dit : «Associer la population à votre lutte suppose aussi que vous sortiez de l'usine». La leçon est assortie du reproche de ne pas avoir voulu manifester mardi dernier alors que cela se faisait à Fougères et St-Brice. Pourtant, il y a une chose que les ouvrières ont pris en mains de manière importante, c'est bien cette question puisqu'il ne se passe pas de jour sans diffusion de tracts en ville et que plusieurs manifestations ont déjà eu lieu. Le débat devait se mener en AG vendredi sur cette intervention de l'UD. Certains délégués pensaient qu'il fallait y répondre en popularisant encore plus largement comment la lutte est menée sur place, quels efforts ont été faits, quels problèmes elle rencontre. La question de l'autonomie de la lutte par rapport aux directions syndicales, questions que soulèvent certains membres du personnel, sera sans doute au cœur des débats. En effet le PCF qui dirige l'UD CGT veut bien développer cette

lutte. Il est vrai que par rapport à la position pour le moins conciliatrice du PS, il apparaît plus dur et avec lui la CGT par rapport à la direction CFDT qui pense «que l'ensemble des élus, quelle que soit leur étiquette se bat pour sauvegarder la région». Mais pour autant, ils ne tiennent pas à ce que la direction de la lutte leur échappe, quitte à manœuvrer pour semer la division et affaiblir la section CGT de l'usine.

Le tract de l'UD se termine par : «Nous nous désolidarisons d'une orientation et d'agissements qui vont conduire le mouvement à l'échec !».

LA POPULARISATION ET LE SOUTIEN

Le débat dans l'usine est toujours en cours pour la création d'un comité de soutien. Il apparaît nettement qu'il doit se faire sur la base d'adhésions individuelles. La question qui se pose est plus «ne risque-t-on pas de perdre le contrôle d'un comité de soutien, si on n'a pas eu le temps de renforcer notre propre unité, la propre mobilisation des ouvrières de l'usine».

Les deux aspects de la question sont-ils contradictoires ? Cela est tout le débat qui pour le moment a été tranché dans le sens de repousser à la semaine prochaine la création du comité. L'effort des occupants doit maintenant se porter sur la préparation d'un gala de soutien le jeudi 22 aux Lices à Rennes et à la tenue d'une journée «Portes ouvertes» le dimanche après-midi 25 juin. Ce gala et cette Portes ouvertes devraient être un moyen important de populariser la lutte des ouvrières de la SPLI et aussi d'entamer une première coordination avec les autres usines qui seront invitées à participer au gala de jeudi.

Plus que jamais, soutenons la lutte des ouvrières de la SPLI !

Corr. RENNES

Les O.S. de Moulinex occupent

A Alençon dans l'Orne les 2 500 femmes O.S. de la firme d'appareils électro-ménager Moulinex ont voté la grève avec occupation pour obtenir une augmentation des salaires et la cinquième semaine de congés payés. Ce mouvement qui se déclenche aujourd'hui est dans le droit fil des grèves d'O.S. de la période, de plus les femmes de Moulinex ont une tradition de lutte qui leur permettra sans doute de faire aboutir leur mouvement.

En mars 74, les ouvrières avaient fait une longue grève pour le même type de revendication, elles avaient à l'époque dû mener la bataille contre une direction syndicale CGT pressée de négocier et de faire reprendre le travail, quels que soient les résultats acquis.

Aux presses à Flins, élection d'un comité de grève

29 jours de grève pour les grévistes des presses à Flins, qui viennent de s'organiser en comité de grève. Ils ne céderont pas. Le médiateur commis par le tribunal voudrait bien concilier le point de vue de la Régie avec celui de ces OS qui refusent plus longtemps de n'avoir d'autres perspectives que d'être des presse-bouton toute leur vie.

L'élection d'un comité de grève, si elle ne s'est pas faite contre les syndicats est tout de même le signe de la volonté des travailleurs de se mettre à l'abri d'une consigne qui ne serait pas venue d'eux seuls. L'échec des mouvements lancés dans d'autres usines du groupe ; échec pour une partie imputable à l'attitude des directions syndicales, CFDT en particulier, a été analysé à Flins. Le fait que la section CFDT de Flins n'ait pas exactement les mêmes positions que les sections de Cléon et Sandouville explique l'appui apporté par celle-ci à cette nouvelle forme d'organisation.

C'est de toute manière le reflet d'une plus grande démocratie dans la conduite de la lutte car le nombre de syndiqués est très faible dans l'usine, environ 5 %.

A nouveau, la direction fait le chantage du lock-out : la R 18 ne peut plus être montée — ou alors sans côté gauche, ce qui ne ferait pas sérieux pour la voiture vedette de la maison !

Le chômage technique avec rattrapage du temps perdu, le samedi, menace l'ensemble des ouvriers ; c'est ce qui avait provoqué les débrayages massifs les jours passés, la direction s'y risquera-t-elle à nouveau ? De la même façon, si le tribunal lui en donne le droit mardi, les CRS renouvelleront-ils leur intervention ? D'ici là le médiateur fait mine de «comprendre» les revendications des OS et propose «que les plus méritants d'entre eux aient leur chance : si la Régie le veut bien le passage en P 1 pourrait avoir lieu après six mois de formations». Cela est inadmissible car les OS des presses sont depuis longtemps capables de passer d'une machine à l'autre, leur longue pratique dans l'atelier en fait des ouvriers qualifiés, la Régie l'a bien compris puisqu'elle en profite pour augmenter les cadences. Aussi maintiennent-ils leurs revendications, 3 000 F minimum, 300 F tout de suite et le P 1 pour tous.

Amiens

Intervention des flics contre les travailleurs de Delta Presse

Delta, à Amiens, c'est une «grande surface» qui marche bien : 1,7 milliard de bénéfices en 1977. Mais c'est aussi l'exploitation des travailleurs : nombre d'entre eux touchent moins de 1 800 F par mois pour 45 heures.

Delta, c'est encore l'intransigeance patronale : les travailleurs se sont mis en grève depuis le 9 juin pour des augmentations de salaire (pas de salaire inférieur à 2 400 F), la 5^e semaine de congés payés, et contre la multiplication des contrats temporaires. La seule réponse de la direction a été l'envoi des flics contre les travailleurs qui bloquaient l'entrée des parkings : «C'est à la demande des commerçants de la galerie marchande située dans le magasin» prétend la direction. Belle excuse !

Les travailleurs n'ont pas baissé les bras. Ils continuent à bloquer les entrées, mais à l'intérieur du magasin en expliquant leur lutte aux clients.

Mardi 13, une manifestation à l'appel de la CGT a regroupé plusieurs centaines de personnes dans le centre d'Amiens. Des pancartes rappelaient la réalité de «l'ouverture sociale» de Giscard : Delta, Renault, Hôpital Ste Anne, la Lainière de Cambrai, Sobis, Chantier de Paluel, autant d'entreprises où les travailleurs en lutte ont dû faire face aux flics.

La question que se posent les travailleurs à la fin de la manifestation, c'est la solidarité et la coordination avec les autres «Delta» de la région.

La lutte continue !

Corr. AMIENS

VICHY : GREVE POUR 1,20 F

Les ouvriers du service d'entretien et d'embouteillage de la Compagnie Fermière de Vichy sont en grève depuis lundi dernier. Ils veulent 2 400 F par mois et 1,20 F d'augmentation de l'heure. Le mouvement est quasiment unanime.

LANG : GREVE PARTIELLE

Les travailleurs du service Départs et Approvisionnements de l'imprimerie Lang ont décidé mercredi d'un arrêt de travail de 24 heures reconductible pour la satisfaction de leurs revendications.

REVERBERES BOS OCCUPE

Bos, fabrique de réverbères à Guéret (Creuse) est occupé. Les grévistes enten-

dent ainsi s'opposer au licenciement des 136 ouvriers.

BUFFET DE LA GARE DE L'EST

Les employés du buffet de la Gare de l'Est à Paris ont maintenant fait plus de 20 jours de grève.

Leur mouvement est motivé par le refus de 25 licenciements, des revendications de salaires et l'exigence d'une prime de pénibilité en période de chaleur.

LTC DE LENS CONTRE 320 LICENCIEMENTS

Le patron des Laminiers Tréfileries et Câbleries de Lens dans le Pas-de-Calais a annoncé 320 licenciements dès la fin de l'été. Première riposte de la CGT et de la CFDT : 24 heures de grève vendredi.

Echos des casernes

50 soldats
emprisonnés

Depuis 15 jours, malgré ordres et contre-ordres marquant des hésitations sur la tactique à suivre, la Sécurité Militaire a lancé une offensive de grande envergure contre les Comités de soldats et notamment contre les signataires de la pétition transports.

Aujourd'hui, c'est une cinquantaine de soldats au minimum qui sont emprisonnés ; une vingtaine ont été mutés ; en trois semaines, les interrogatoires semblent avoir touché près de 600 appelés.

Quelques exemples :

● 30 jours d'arrêt pour quatre soldats du 32^e Régiment de Génie à Vieux Brisach. Même tarif pour trois autres à Drachenbronn (FFA).

● 7 appelés toujours emprisonnés à Brives après la diffusion de la feuille de comité.

● 12 soldats aux arrêts à Evreux après parution du bulletin «Perds pas le nord».

● Gilles Gadier, incarcéré au 76^e RI de Vincennes, accusé de participation à la manifestation du 1^{er} mai.

● Daniel Lapie du 41^e Rama à La Fère, Michel Demoule du 3^e régiment de Génie à Charleville, accusés d'avoir fait signer chacun une quarantaine de personnes pour la pétition transports. 20 jours pour l'aspirant Moreau au Val de Grâce.

● Denis Rivier (B.A. d'Aulnat) et Didier Jean (hôpital militaire de Fréjus) emprisonnés.

● 14 soldats mutés du 152^e RI de Colmar (après parution du bulletin du comité). Tarif : 60 jours d'arrêt.

● Michel Bouquet (pétitionnaire), muté de Kaiserslautern à Wittlich, Pierre Lévy, H. Tisset, Bruno Sillard, mutés de l'ECPA d'Ivry et du 120^e RT de Fontainebleau à Pforzheim, Wittlich, St Wendel.

● Interrogatoires à Toulon, après parution du bulletin *Poisson rouge* N° 8 dénonçant un nouvel accident mortel sur le Foch et l'entraînement à Toulon de la marine iranienne.

● Interrogatoires à Monthléry (1^{er} rama) à la suite d'une action menée sur la côte bretonne en liaison avec les comités anti-marée noire.

Evidemment, la SM frappe les trois quarts du temps sans aucune preuve : dans ces conditions, c'est en faisant appel au règlement de Discipline générale — et non aux tribunaux militaires — qu'elle demande et obtient les sanctions. Les motifs vont de : «A trahi la confiance d'un supérieur» à «Mauvaise volonté en service» en passant par «Réclamation collective qui ne passe pas par la voie hiérarchique.»

D'une façon plus générale, la SM spéculer sur l'existence de divergences au sein des comités soldats sur l'opportunité de la pétition et des manifestations à visage découvert, qui ont été imposées du dehors au mouvement avant les élections. Dans l'état actuel des choses, c'est plutôt l'effet inverse qui est produit : de nombreuses initiatives ont déjà été prises par les comités, en liaison notamment avec les sections syndicales d'origine des appelés incarcérés ou mutés.

Quant au PCF qui fait beaucoup de bruit autour de ses propres militants incarcérés, il se donne à cette occasion à bon compte une image d'ardent défenseur des libertés démocratiques : bien que son organisation de jeunesse ait appelé du bout des lèvres à soutenir au moins la première partie de la pétition, il est bien connu de tous les soldats un peu actifs que seuls quelques-uns de ses militants, le plus souvent isolés d'ailleurs, acceptent de travailler au sein des comités et de prendre en charge leurs initiatives.

J.-F. V.

Rassemblement
populaire
forums - débats

organisé par le comité UOP 11^e - 12^e
SAMEDI 17 JUIN 1978 DE 14 H A 19 H
A L'AGECA, 177 RUE DE CHARONNE - Paris 11^e
M^o Alexandre DUMAS

14 H : FORUMS AVEC LA PARTICIPATION DE
MILITANTS D'ASSOCIATIONS DU QUARTIER

MONTAGES DIAPOS - DÉBATS

17 h : MONTAGE DIAPOS : LA GRÈVE DE RENAULT
DÉBAT :

— La crise de la gauche.
— Comment faire aboutir les revendications populaires ?

INFORMATIONS GENERALES

LA «CAMPAGNE»
CONTRE LES AVOCATS
POUR GRIGNOTER PEU A PEU
LES LIBERTES

● Écrouée depuis lundi à la prison de Fleury-Mérogis, et inculpée de «sortie illégale de correspondance d'un établissement pénitentiaire», maître Denise Toinel-Tournois a été entendue mercredi après-midi par le juge d'instruction Daniault. L'avocate était assistée de ses défenseurs, maîtres René Crauste et Jacques Dreyfus qui ont déposé ensuite une demande de mise en liberté. La publicité faite

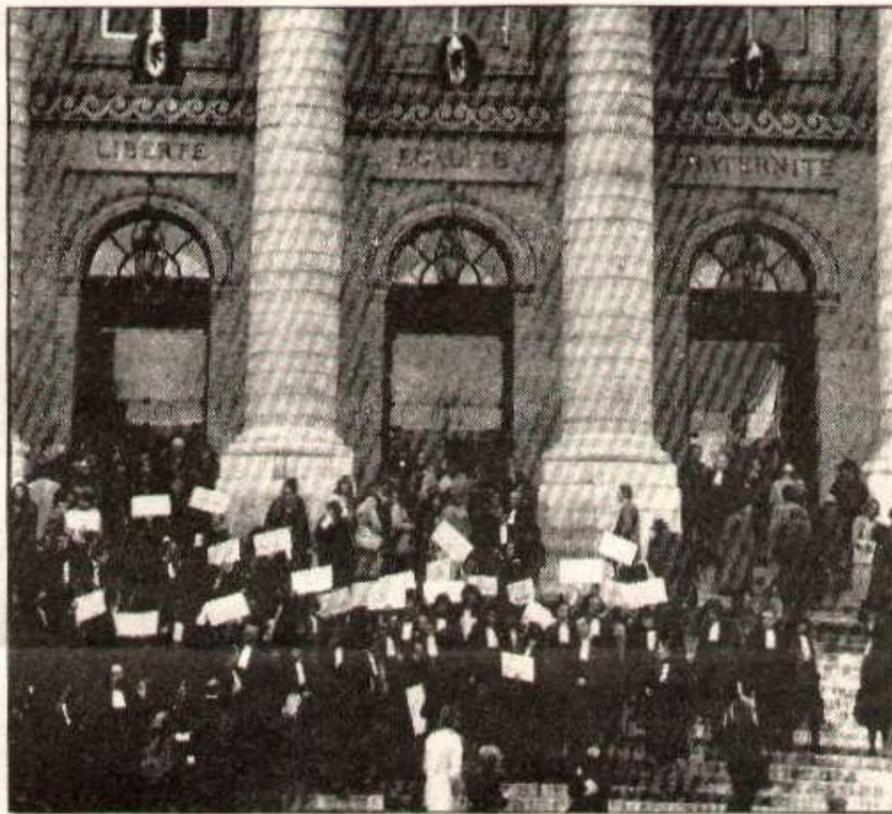
par une certaine presse sur cette affaire, tendant à accréditer l'idée que les avocats sont par définition les complices des truands, indique de toute évidence une campagne organisée «en haut lieu», pour restreindre les libertés de la défense et par voie de conséquence aggraver les conditions de détention des prisonniers.

Mercredi, maître Dreyfus a ouvertement accusé la police d'avoir violé le secret de l'instruction et fait passer à la presse une série d'informations — vraies ou fausses — sur l'affaire. Le secret de l'instruction si souvent mis en avant au détriment des accusés, est ici en effet allégrement ignoré, et permet que se développe une campagne intense contre les avocats. Naturellement la police, par la bouche de Jean Ducret, directeur de la police judiciaire a nié toute responsabilité, allant même jusqu'à affirmer que «la police n'était pas du tout au courant de cette mise sous mandat qu'elle a apprise par la presse...»

Quoi qu'il en soit, venant après la mise en garde à vue de maître Giletti, sous prétexte de complicité dans l'évasion de Mesrine, l'arrestation de Maître Toinel-Tournois n'a pas grand-chose à voir avec le hasard. Tout d'abord, il est connu que la sortie de correspondance de prisonniers sans passer par la censure, se fait très couramment, que ce soit par des éducateurs, toutes sortes de travailleurs sociaux ou d'avocats. C'est une espèce de soupape de sécurité que l'administration pénitentiaire et le ministère de la Justice laissent, vu la répression et l'absence presque totale de droits dans les prisons. En ce sens, il est clair que s'en prendre à cette pratique courante c'est viser, au-delà des avocats, une répression accentuée dans les prisons.

Plus largement, c'est l'occasion d'intensifier la «campagne sur la sécurité» qui permet de justifier entre autres la création de ce fameux «espace judiciaire» — c'est-à-dire aussi policier — «européen», avec son cortège d'extraditions, son grignotage progressif des libertés, sur le modèle ouest-allemand.

Il n'est pas encore temps sans doute pour Peyrefitte d'imposer la fouille corporelle des avocats, comme elle se pratique chez Helmut Schmidt. Mais s'en prendre directement aux avocats dès que Mesrine s'évade ou qu'un hold-up est commis pourrait bien constituer le point de départ d'une évolution semblable. Notons au passage que Maître Giletti, présentée très vite comme la complice de Mesrine, continue à exercer et n'est l'objet



Une manifestation d'avocats au Palais de Justice de Paris

d'aucune poursuite judiciaire. Le dossier devait être singulièrement creux...

L'arrestation de Maître Toinel survient enfin, ne l'oublions pas, au moment où se développe parmi les avocats une forte remise en cause des procès en flagrants délits, véritable justice à la chaîne où les présidents de tribunal distribuent à qui mieux mieux de lourdes peines tandis que l'accusé ne peut être correctement défendu. Avant que l'action des avocats contre les «flags» n'atteigne un trop grand écho, n'est-il pas habile de les présenter comme les complices des truands pour discréditer par avance leur action ?

Derrière toute cette campagne, il est en tout cas assez facile de reconnaître, outre le rôle propre du gouvernement, celui de la partie «dure» et archi-réactionnaire de la magistrature, avec à sa tête le procureur général de Paris, Paul-André Sadon. C'est lui qui, fait rarissime, s'était personnellement déplacé pour requérir l'extradition de Klaus Croissant, lui aussi qui avait soutenu les projets de loi sur les associations visant le Syndicat de la Magistrature, lui enfin qui compte parmi les inspirateurs de la loi anti-casseurs.

Ainsi, au-delà du cas

particulier de Maître Toinel-Tournois, la campagne actuelle menée sur le thème de la sécurité, contre les droits de la défense, doit être vigoureusement

combattue parce que la lutte contre les atteintes aux libertés nous concerne tous.

Claude ANCHER

Restreindre les droits
de la Défense,
c'est aussi aggraver
la condition
des prisonniers

Nous avons demandé à un avocat du Collectif Travailleurs - Justice ce qu'il pense de la campagne sur la sécurité, orchestrée à l'occasion de l'arrestation de Maître Toinel.

«Répression et censure servent essentiellement à empêcher le détenu de communiquer librement avec les gens, d'écrire à la presse, d'informer l'extérieur de ce qui se passe. Avec comme paravent, au niveau du discours public, la sécurité.»

Le discours sur la «sécurité» permet de supprimer les permissions de sorties et d'introduire de nouvelles catégories dans les prisons : les Quartiers de Haute Sécurité.

Précisément, la lutte des prisonniers, et notamment dans les QHS, a besoin d'un relais extérieur, et c'est cela que le Ministère de la Justice a l'intention de casser. Pour nous, un des rôles majeurs de la Défense est d'être la voix à l'extérieur des droits des prisonniers. Contre notre action, le meilleur moyen est de discréditer les avocats en disant : «Les avocats, complices». Le problème pour nous n'est pas actuellement de savoir s'il y a des «brebis galeuses» parmi les avocats ; nous dénonçons le fait que Maître Toinel-Tournois soit inculpée pour avoir fait passer de la correspondance. Ce type d'action est une sorte d'obligation morale face à la situation désespérée dans laquelle se trouvent les gens en prison.»

ITALIE : LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CONTRAINT DE DEMISSIONNER

Jeudi soir Giovanni Leone président de la République italienne a donné sa démission. Depuis plusieurs années il avait été mis en cause dans de nombreuses affaires frauduleuses. Ses amis démocrates chrétiens ne pouvant plus rien faire pour lui ont préféré se débarrasser de cet homme politique «encombrant». Le PCI pour sa part, n'a pu faire autrement que de demander lui aussi in extremis sa démission dans l'après-midi, ainsi que le PS.

Giovanni Leone est tombé, désavoué par l'opinion publique italienne pour sa participation dans divers scandales politico-financiers, il n'a plus trouvé d'amis démocrates chrétiens pour oser continuer à le défendre. Le résultat du référendum pour l'abrogation du financement public des partis politiques n'est sans doute pas pour rien dans la démission de Leone, il constitue en effet une mise en garde à la classe dirigeante italienne. Cette défiance envers les partis de la coalition gouvernementale, le PCI semble en avoir aussi tenu compte dans sa décision de demander finalement la démission du président de la République.

Les députés d'extrême gauche à l'Assemblée nationale, qui avaient été à l'initiative des récents référendums (sur le financement public des partis et

sur la loi d'ordre public) ont été les premiers à demander la démission de Leone, réclamant l'ouverture d'un procès contre le chef de l'Etat et ses fils. Sentant le vent venir et ayant l'assurance d'être soutenu par la majorité des députés y compris ceux de la DC, le PCI a voulu bénéficier de l'avantage d'être la première formation de la coalition gouvernementale à demander officiellement la démission du président. Il n'a pris aucun risque dans cette affaire, l'issue étant acquise d'avance car des démarches étaient déjà entreprises par le chef du gouvernement, Giulio Andreotti et par le chef de la Démocratie Chrétienne, Bettino Craxi pour convaincre Leone de se démettre. Le PCI a donc donné une pichenette au fruit mûr pour qu'il tombe ce qui lui permet de se dédouaner à bon compte en faisant figure d'instigateur de cette opération devenue «d'utilité publique». Mais les termes employés par le PCI pour demander la démission de quelqu'un qui s'est rendu coupable de fraudes fiscales, d'escroqueries immobilières et financières et a accepté des pots de vin, sont assez complaisants. «Il s'agit de dissiper certaines ombres et d'interrompre les spéculations envers le plus haut magistrat de la République, afin de garantir la stabilité

et le fonctionnement correct des institutions démocratiques». En d'autres termes le PCI semble dire : puisque le peuple le désire, que le président démissionne mais gardons-nous de remettre en cause le fragile équilibre politique qui soutient le «compromis historique».

Tout dépend en effet du successeur qui sera donné à Leone. Car, aux termes de la Constitution, le nouveau président, contrairement à Leone, aura lui la

possibilité de dissoudre l'Assemblée et de provoquer des élections anticipées. Il est fort possible que l'aile de la DC la moins favorable au compromis historique ait poussé à cette démission, en comptant, avec de nouvelles élections, marquer des points contre le PCI. Les élections partielles, juste après la mort de Moro, avaient en effet, indiqué un recul électoral du PCI.

Frank ROUSSEL

Les multiples activités du président Leone

Du temps où il était avocat, le président napolitain a trempé dans de sales affaires : il fit acquitter l'assassin d'un syndicaliste. En 63, il est impliqué dans l'affaire du barrage de Vajont dont l'accident dû à de graves erreurs de construction fit 1 000 morts. On le retrouve plus tard dans la même affaire, cette fois-ci en tant qu'avocat chargé de défendre les responsables de la catastrophe. Mais on ne tarirait pas s'il fallait citer toutes les affaires véreuses auxquelles l'ancien président a été mêlé, pour ne parler que des plus récentes : on cite son nom en 76 dans l'affaire Lockheed où des pots de vin lui auraient été versés par la firme américaine, afin qu'il pousse à l'achat de ses avions. Cette accusation n'a jamais été démentie par celui qui fut l'avocat des mafiosos. Plus tard on s'aperçoit qu'il paie autant d'impôts qu'un petit fonctionnaire alors qu'il se fait construire une splendide villa de 39 pièces sur des terrains acquis frauduleusement. Tel était le personnage qui se fit élire à la tête de l'Etat italien en 1971 grâce aux voix du parti fasciste MSI. Les «ombres qu'il faut dissiper autour du plus haut personnage de la République» comme dit le PCI en parlant de Leone, sont, à coup sûr, très épaisses et visibles à l'œil nu.

LE CAMARADE KOUO MO-JO EST MORT



Kouo Mo-jo, grand combattant culturel prolétarien chinois, membre du Comité central du parti communiste chinois, vice-président du comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, vice-président du Comité national de la conférence consultative politique du peuple chinois, président de l'académie des Sciences de Chine et président de la fédération des hommes de Lettres et des artistes, est décédé des suites d'une longue maladie, le 12 juin 1978 à Pékin, dans sa 85^e année, malgré les soins médicaux qui lui ont été prodigués.

(Communiqué de l'Agence Chine Nouvelle)

Procès du dissident soviétique Guinzbourg ?

Un mois après la condamnation extrêmement sévère ayant frappé le dissident soviétique Youri Orlov (12 ans de privation de liberté), le procès de l'écrivain Alexandre Guinzbourg pourrait s'ouvrir, selon une déclaration de son avocate Elena Reznikova, le 19 juin prochain.

Alexandre Guinzbourg, arrêté en mars 1977 et inculpé de «propagande et d'agitation antisoviétique», risque une peine de 10 ans de camp et de cinq ans d'exil. Guinzbourg est l'un des fondateurs du «Groupe de surveillance des Accords d'Helsinki». Avant son arrestation, il administrait en outre un fonds «d'aide aux familles des détenus politiques». Le procès à venir sera le troisième procès de ce dissident qui déjà dans les années 60, militait activement dans le mouvement des Droits de l'Homme.

Après une première inculpation en 1960 comme organisateur d'une revue poétique clandestine, Guinzbourg fut condamné à 5 ans de prison en 1967

pour la rédaction d'un Livre blanc sur l'affaire Siniavski-Daniel, peine qui a ébranlé sa santé au point qu'une nouvelle condamnation de longue durée pourrait signifier une peine de mort.

Si aucune confirmation officielle n'a encore été donnée sur la date et les conditions de déroulement de ce procès, tout laisse supposer néanmoins qu'il s'agira là — comme pour le procès Orlov — d'un procès exemplaire visant à briser tous ceux qui, de l'intérieur, s'opposent au régime fasciste en Union soviétique.

PORTUGAL : DES MILLIERS DE PERSONNES AUX OBSEQUES DE JORGE MORAIS

Mardi, des milliers de personnes ont accompagné le corps de Jorge Morais, jeune militant de l'UDP assassiné par la police à Lisbonne dimanche dernier.

Argentine : un journaliste assassiné pendant le mondial

En Argentine, pendant le Mondial, les assassinats continuent...

Selon le *Buenos Aires Herald*, le cadavre du journaliste Julian Delgado, disparu le 2 juin dernier, a été retrouvé dans sa voiture. Delgado, journaliste économiste très connu en Argentine, aurait fait partie ainsi que 3 autres journalistes disparus de ceux qui «voulaient tirer la sonnette d'alarme dans tout le pays pour avertir aussi bien le gouvernement que le peuple avant qu'il ne soit trop tard». Mardi 13 juin, une bombe a explosé devant la maison du général Reynaldo Bignone en provoquant des dégâts matériels. Selon des observateurs, il s'agirait là d'une action des Montoneros.

Liban : les casques bleus sont empêchés d'accomplir leur mission

Mercredi, au lendemain du retrait israélien du Sud Liban, les casques bleus n'avaient toujours pas pu pénétrer dans la zone contrôlée par les milices phalangistes. Répondant au délégué d'Israël à l'ONU, qui l'accusait de favoriser les infiltrations de Palestiniens, le secrétaire général a déclaré : «La tâche de la FINUL n'a pas été facilitée par la décision du gouvernement israélien de ne pas remettre entre ses mains le contrôle de la zone qu'occupaient les forces israéliennes au Sud-Liban».

Guatemala 100 paysans et leurs familles assassinés par l'armée

Le 29 mai dernier à Panzos au Guatemala, les soldats ont abattu 250 personnes dont plusieurs femmes et enfants. Les blessés s'élèvent à 2 ou 300. Désemparés par la sauvagerie de l'agression, des centaines de paysans se sont alors enfuis dans la forêt poursuivis par les effectifs de plusieurs bataillons et des hélicoptères, mais un grand nombre d'entre eux se sont noyés en cherchant à s'échapper par le fleuve Polochic. Ces paysans s'étaient rassemblés pour protester contre les grands propriétaires terriens qui veulent s'approprier les terres indigènes. Ce sont ces propriétaires qui ont donné l'ordre à l'armée de tirer. Le comité de Solidarité avec les Peuples d'Amérique Centrale ainsi que les signataires appellent les organismes internationaux et humanitaires, notamment la Croix Rouge à envoyer immédiatement une commission sur place afin de sauver les blessés et tous ceux qui tentent d'échapper à la répression brutale de l'armée guatémaltèque.

Comité de Solidarité avec les Peuples d'Amérique Centrale

Strasbourg : communiqué de l'AEOM

Soirée de solidarité avec le peuple cambodgien organisée par l'AEOM (Association des Etudiants d'Origine Malgache), section de Strasbourg, avec la participation d'une délégation du Comité des Patriotes du Kampuchea Démocratique qui présentera le film «Kampuchea Démocratique» le 17 juin à 20 heures à l'Université Louis Pasteur, rue Blaise Pascal.

● Au cours de sa conférence de presse, Giscard annonçait avec onction que les derniers éléments du 2^e REP ont quitté Kolwezi mercredi. Ils seront remplacés par des forces de plusieurs pays africains, parmi lesquelles les conseillers militaires français sont appelés à jouer un rôle important.

Dans le même temps s'achevait à Bruxelles, la réunion sur le Zaïre pour l'aide à long terme. Ce fut l'occasion pour les créanciers, d'aggraver les conditions posées par les occidentaux lors de la conférence de Paris. Ils ont essentiellement imposé la prise en main directe par le FMI du ministère zaïrois de l'économie, après avoir pris en main la Banque Centrale. En outre, l'aide à court terme, de plus de 100 millions de dollars, décidée à Paris, permettra de tenir jusque là. Ainsi Mobutu sera-t-il obligé de suivre scrupuleusement les directives de politique étrangère et intérieure que les Américains ont formulées lors de la conférence de Paris. Tutelle politique, tutelle économique et tutelle militaire, sont les résultats auxquels sont parvenus les pays occidentaux.

LES 3 000 HOMMES EN GARNISON A KOLWEZI

La relève des parachutistes français à Kolwezi est assurée par une force de près de 3 000 hommes de divers pays africains. Les 600 parachutistes belges stationnés à Kamina devaient être relevés par des troupes belges, a annoncé le ministre belge Simonet ; ils quitteront le Shaba, « aussitôt qu'ils pourront être remplacés ».

Les 3 000 hommes de Kolwezi sont ainsi répartis :

— Maroc : 1 500 parachutistes commandés par le colonel-major Loubaris. C'est l'unité qui est intervenue l'an dernier.

— Sénégal : 500 hommes, 3 compagnies de parachutistes, plus un état-

major et des éléments de logistique.

— Empire Centrafricain : 300 à 400 hommes. Bokassa avait annoncé l'envoi de 500 hommes.

— Togo : 159 hommes, un autre contingent équivalent pourrait être envoyé.

— Côte d'Ivoire : 110 hommes, qui sont composés pour l'essentiel de services annexes : médecine, radio.

— Égypte : 60 instructeurs, ainsi qu'un nombre appréciable de pièces d'artillerie lourde, notamment des canons de 122 mm d'origine soviétique.

— Gabon : 44 éclaireurs qui sont arrivés lundi, conduits par un instructeur français.

Pour sa part, la Somalie a démenti qu'elle était prête à envoyer des forces, comme l'avait affirmé l'agence de presse officielle zaïroise.

PRESSIONS RENFORCEES SUR LE ZAIRE ET CONSTITUTION D'UNE «FORCE INTERAFRICAIN»

La mise en place de cette force a été assurée par l'aviation américaine qui a effectué depuis le début de la semaine dernière 60 missions et dont les vols doivent se poursuivre toute la semaine, à l'aide d'avions-cargos C 121 et Galaxy. Une importante quantité de camions allemands a été livrée sur place aux forces marocaines. 200 spécialistes américains des télécommunications par satellite ont également été envoyés à Kolwezi. L'aviation française a participé dans une mesure moindre à la logistique de cette opération, elle a assuré notamment le transport des troupes togolaises et gabonaises.

LA PRISE EN MAIN DE L'ARMÉE ZAÏROISE

L'envoi de forces étrangères au Shaba s'est accompagné de la prise en mains de l'armée zaïroise par les Belges et les Français qui mettent sur pied

une force d'élite de 15 000 hommes. La Belgique doit former un corps de 12 000 soldats d'infanterie, pendant que la France doit former 3 000 hommes des troupes aéroportées et des commandos. Tandis que les paras belges restent à Kamina, la France a dégagé des crédits supplémentaires pour renforcer ses moyens d'intervention extérieure et acheter 25 Transall supplémentaires.

VIVES OPPOSITIONS EN AFRIQUE

Sur le terrain, la coordination entre les différentes forces semble difficile, aucun état-major commun n'a encore été désigné. Aussi les militaires français qui encadrent l'armée zaïroise et certaines troupes qui interviennent au Shaba, paraissent devoir jouer un rôle essentiel.

On voit comment cette force, qui avait été présentée comme une riposte des pays africains à l'offensive

soviétique se constitue pour une large part en fait, sous l'égide et la dépendance des puissances occidentales.

Les conditions mêmes dans lesquelles elle s'est constituée sont loin d'être toutes éclaircies. Les raisons pour lesquelles le Maroc a envoyé des hommes après avoir affirmé qu'il ne le ferait pas, celles pour lesquelles le Sénégal a envoyé des soldats alors qu'il envisageait une autre forme de soutien à Mobutu, celles pour lesquelles la Côte d'Ivoire a finalement participé de cette force, après avoir laissé entendre qu'elle n'en ferait rien, n'ont pas été données.

En Afrique même, la constitution de cette force a suscité des commentaires acerbes de la part de nombreux pays. Parmi les participants à la conférence franco-africaine, les plus remarquables ont été ceux du Mali, dont le président a affirmé que « tous les conflits fratricides en Afrique peuvent

trouver leur solution équilibrable dans un cadre strictement africain, à l'abri de toute ingérence extérieure », ainsi que ceux du Bénin et du Niger. Dans un communiqué commun, les présidents des deux pays affirmaient leur hostilité « à toute velléité de l'impérialisme international d'introduire ses forces d'agression en Afrique » et que « la paix et la sécurité et le progrès passent par le respect... du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures ». La Tanzanie a également réagi en accusant les puissances occidentales de « provoquer et insulter l'Afrique » en envisageant la création d'une force à l'échelle du continent.

Le président de la Zambie qui a dit être convaincu de « la nécessité d'une solution durable du problème du Shaba » s'est dit « opposé à toute force qui conduirait à une division de l'Afrique ».

Grégoire CARRAT

PUBLICATION DU RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL

SUR LA TORTURE EN IRLANDE DU NORD

LE GOULAG BRITANNIQUE

● Le rapport que vient de publier Amnesty International sur les mauvais traitements et la torture infligés sur les suspects et les prisonniers politiques en Irlande du Nord est accablant pour les autorités britanniques. Les 78 cas de mauvais traitements recueillis par Amnesty ne font que confirmer ce que des centaines de prisonniers républicains avaient rendu public : la RUC (Police d'Irlande du Nord) et l'armée britannique torturent systématiquement pour arracher des aveux.

Les témoignages rassemblés par Amnesty sur les brutalités policières auxquelles se livrent les occupants britanniques en Irlande du Nord viennent confirmer le jugement rendu par la Cour Européenne

des Droits de l'Homme, le 18 janvier dernier à Strasbourg et selon lequel la Grande Bretagne avait été reconnue coupable, il y a un an, de « traitements humiliants et inhumains ». Ces pratiques sont loin d'être

des cas isolés et sont l'aspect le plus criant de l'occupation britannique en Irlande du Nord. Ils disposent déjà d'une législation d'exception qui permet d'exercer une répression quasi sans limites : Acte pour la prévention du terrorisme en Irlande du Nord, cours sans jury, droits de la défense ba-

foués (le suspect est rarement interrogé en présence de son avocat). La législation loin d'offrir une protection aux individus arrêtés, les laisse sans défense face aux abus de la police. Assurés de l'impunité, les policiers du RUC et les soldats britanniques ont les mains « libres » pour exercer sur les suspects les tortures les plus diverses : privation de sommeil, coups répétés sur tout le corps, étranglement et étouffement à l'aide de cagoules jusqu'à l'asphyxie, obligation de se tenir debout pendant des dizaines d'heures, hématomes, brûlures, fractures, et menaces de mort.

Parfois, les tortionnaires vont jusqu'à tuer les prisonniers : ce fut le cas récemment pour Eddy Rooney précipité par une fenêtre du centre d'interrogatoire et de Brian Maguire retrouvé pendu dans sa cellule, il y a un mois au centre de détention de Castlereagh.

Les sévices ne s'arrêtent pas aux centres d'interrogatoires, ils sont également exercés par les gardiens de prisons, en particulier à Long Kesh (véritable camp de concentration situé près de Belfast où 3 000 prison-

niers politiques sont parqués dans des baraques) où les 300 détenus du Bloc H qui refusent le port de l'uniforme carcéral sont battus régulièrement par leurs gardiens.

Tous ces faits ont été confirmés aux 4 enquêteurs d'Amnesty International par les 78 personnes victimes de sévices qu'ils ont interrogées en décembre dernier. Ce rapport qui met en cause les autorités britanniques a déjà suscité des remous, même avant sa publication. La police RUC n'accepte pas qu'on critique ses méthodes et le secrétaire d'État d'Irlande du Nord riposte en invoquant le droit pour les victimes de violences de porter plainte contre les autorités judiciaires responsables. Mais peut-on parler de justice quand on sait que les juges nommés par

Londres n'ont jamais rendu un seul jugement favorable aux patriotes d'Irlande du Nord.

Obligé de s'exprimer sur les brutalités policières dont il est responsable, Roy Mason a annoncé l'ouverture d'une enquête privée sur les « méthodes et procédures policières » dont les conclusions seront rendues publiques afin de répondre aux accusations formulées par Amnesty International. Cette reculade du secrétaire d'État est accueillie à juste titre comme une victoire par la résistance irlandaise qui mène une campagne active pour la reconnaissance du statut de prisonnier politique et pour que cessent les tortures et les brutalités de l'armée britannique.

Frank ROUSSEL



Le camp de concentration de Long Kesh où 3 000 prisonniers politiques sont soumis aux mauvais traitements de l'armée britannique

La lutte armée contre l'occupant britannique se poursuit ; dimanche dernier un commando armé de l'IRA a fait sauter un dépôt d'autobus près de Belfast, les dégâts sont très importants, mais on ne signale aucun blessé, les membres du commando ayant pris soin de faire évacuer le personnel avant l'explosion. D'autre part, l'ancien chef d'état-major de l'IRA, a été condamné à 3 ans de prison par un tribunal d'Irlande du Sud : Seamus Twomey s'était évadé de la prison de Dublin en 73 à l'aide d'un hélicoptère piloté par un membre de l'IRA.

PROGRAMME TELE Samedi 17 juin

TF 1
14 h 05 - Restez donc avec nous
18 h 05 - Trente millions d'amis
18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro un. Serge Lama. Emission de variétés
21 h 30 - Starsky et Hutch. Série américaine en 14 épisodes.
22 h 25 - Concert Beethoven. L'Orchestre de Berlin
23 h 00 - Les grandes expositions. La peinture allemande à l'époque du romantisme
23 h 30 - Journal et fin

A 2
17 h 10 - Des animaux et des hommes. Les éléphants
18 h 00 - Ce jour-là, j'en témoigne. Automne-hiver 1943
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 45 - Meurtre sur la personne de la mer. Film TV avec Marc Cassot
22 h 30 - Le dessus du panier, avec T. Le Luron.
23 h 25 - Jazz. Anachronic Jazz Band
23 h 55 - Journal et fin

FR 3
18 h 00 - Et nos enfants ? Faire des enfants.
18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Casse-noisette. Ballet en deux actes et 12 tableaux d'après le conte d'Hoffmann
22 h 00 - Court métrage. La liquidation. Film de R. Réa
22 h 15 - Journal et fin

Dimanche 18 juin

TF 1
16 h 05 - Section contre-enquête. Série américaine
17 h 00 - Sports première. Boxe
17 h 45 - La chasse tragique. Film TV américain
19 h 00 - Cérémonie au mont Valérien. Commentaire L. Zitron.
19 h 35 - Journal
20 h 05 - Les loups dans la vallée. Film américain
21 h 35 - Coupe du monde de football
23 h 20 - Journal et fin

A 2
18 h 10 - Stade 2
18 h 40 - Coupe du monde
20 h 30 - Journal
21 h 00 - Musique and music
22 h 05 - Un homme un jour. La construction du mur de Berlin : 13 août 1961
23 h 20 - Journal et fin

FR 3
17 h 30 - Espace musical.
18 h 25 - Cheval, mon ami. Les tuniques rouges
18 h 50 - Plein air
19 h 20 - Spécial Dom-Tom
19 h 35 - Deux enfants en Afrique
20 h 05 - Histoire de France. St Pierre Fourier et l'éducation des femmes
20 h 30 - Tels qu'en eux-mêmes. Chaval.
20 h 30 - Dimanche en Alsace
21 h 20 - Journal
21 h 35 - L'homme en question. Gaston Palewski
22 h 35 - Cinéma de minuit cycle Ion Chaney. Mockery

Lundi 19 juin

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - Ces animaux qu'on appelle des bêtes
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le sergent noir. Film américain de John Ford
22 h 20 - Pour le cinéma
23 h 20 - Journal et fin

A 2
18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - La tête et les jambes
21 h 45 - Concert Bob Dylan
22 h 30 - Bande à part.
23 h 00 - Journal et fin

FR 3
18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Big Guns. Film franco-italien
22 h 30 - Journal et fin



Fête dans le 14^e arrondissement (Paris)

Avec les Comités de rue, l'Atelier Populaire d'Urbanisme et Vivre dans le 14^e.

DIMANCHE 18 JUIN

à partir de 11 h, à l'angle de la rue R. Losserand et Lebouis. Métro Gaîté.

Animation théâtrale et musicale, stands explicatifs sur l'état des transformations urbanistiques dans le quartier, vente et abonnement du «14^e Village», journal du quartier qui doit faire face à un déficit de 10 000F.

Film vidéo, et 16 mm sur les luttes urbaines. Repas, et pour clore... bal populaire.

●Vendredi 16 juin à 16 h 30 à l'AGECA, 177 rue de Charonne, Paris 11^e, Métro Alexandre Dumas. Soirée sur le Mouvement des Femmes aux USA, avec la participation de féministes américaines et la projection du film «Union Maid» sur les luttes syndicales des années 30 et le rôle des femmes au cours de ces luttes à tra-

vers l'interview de trois anciennes militantes.

●Exposition jusqu'à la fin juin sur le thème : «Les jeunes filles et leur éducation hier et aujourd'hui» à la bibliothèque Marguerite Durand, Mairie du 5^e arrondissement, place du Panthéon.

Un contre-Mundial à Paris

Deux semaines après le début du Mundial, voici qu'arrive la mi-temps. Qui remportera la deuxième partie ?... De plus en plus, l'événement sportif cache la réalité argentine. L'écran des téléviseurs ne laisse pas entendre les cris de ceux que l'on torture, des victimes de la répression.

Il est temps de tirer un premier bilan de cette mi-temps ; c'est pourquoi le COBA propose :

UN CONTRE-MUNDIAL

le samedi 17 juin 1978, à partir de 18 heures, et jusqu'à 24 heures au Théâtre du Nord Parisien 16 rue Georgette Agutte, Paris 18^e

(M^o Guy Mocquet)

Le programme de ce «Contre-Mundial» est établi de telle sorte que deux débats puissent s'instaurer.

Le premier concerne les problèmes de l'Argentine — dont tout démontre à l'évidence que la Coupe du Monde ne les a pas fait disparaître bien au contraire — du point de vue des droits de l'homme en particulier. A ce débat sur la situation

présente et sur les actions à entreprendre pour faire face aux nouvelles formes de répression, participeront, outre des Argentins, des membres d'Amnesty International, de l'Association des parents de Français disparus, et des médecins concernés par le boycott du futur congrès international de cancérologie, à Buenos Aires.

Le second posera la question du rôle permanent joué par l'institution sportive internationale, sur le plan diplomatique, politique et économique. Ce débat sera lancé par des documents audiovisuels et des animations théâtrales conçues pour déclencher la question : pourquoi le sport est-il populaire au point de légitimer des régimes de terreur ? Participeront à la discussion : des sportifs, des enseignants en EPS, et en particulier des responsables du «Mouvement Football Progrès».

Participeront également : des chanteurs (H. Mena, J. Mer...).

COBA 14 rue de Nanteuil

Et l'acier fut trempé

152^e épisode

Nicolas OSTROVSKI (Extraits)

Kortchaguine, réputé comme imbattable aux échecs, nient d'en perdre une partie...

Kortchaguine perdit son titre de « champion », mais, à la place de cette gloire de pacotille, il acquit en Lédénév un ami qui devait par la suite devenir très proche, très cher. La défaite de Pavel ne résultait pas d'un hasard. Il n'avait assimilé que très superficiellement la stratégie des échecs ; le joueur s'était incliné devant un maître qui possédait toutes les finesses du jeu.

Il y avait une date commune entre Kortchaguine et Lédénév : le premier était né l'année où le second entra au Parti. C'étaient deux représentants typiques de la vieille et de la jeune garde bolchévique. L'un possédait une riche expérience de la vie et de l'action politique, avec les années de travail illégal, de prisons tsaristes, puis d'exercice du pouvoir soviétique. L'autre avait sa jeunesse ardente et comptait seulement huit années de lutte, mais capables de consumer plus d'une existence. Et l'un comme l'autre, le vieux comme le jeune, avaient le cœur chaud et la santé délabrée.

Le soir, la chambre d'Ebner et de Kortchaguine devenait un véritable club. C'est de là qu'émanaient toutes les nouvelles politiques. Dans le bruit qui remplissait la chambre n° 11, Weimann tentait généralement de placer une des anecdotes grivoises dont il était friand, mais il tombait aussitôt sous les feux croisés de Martha et de Kortchaguine. Martha savait couper ses effets par quelque raillerie fine et caustique ; quand cela ne suffisait pas, Kortchaguine intervenait à son tour : — Tu pourrais peut-être te demander, Weimann, si nous apprécions ce genre d'esprit... — Du reste, je ne comprends pas comment tu peux concilier ça avec le reste... commençait-il d'un ton inquiet.

La lèvre sensuelle de Weimann s'avancait dans une moue moqueuse et ses petits yeux rieurs glissaient sur les visages.

Il va falloir instituer un service de moralité auprès de la Direction générale de l'éducation politique et recommander Kortchaguine pour qu'il

en assume la direction. Que Martha s'insurge, passe encore, c'est l'opposition professionnelle d'une femme. Mais Kortchaguine veut jouer les bambins innocents, comme qui dirait les poupons du Komsomol... Et puis, je n'aime pas que l'œuf en remonte à la poule.

Après ces controverses passionnées sur l'éthique communiste, la question des anecdotes grivoises fit l'objet d'une discussion de principe. Martha traduisit à Ebner les arguments des deux parties.

— Erotische Anekdote, ça pas pou, moi solitarisé avec Paflooucha.

Weimann dut battre en retraite. Il masqua sa défaite par des plaisanteries, mais cessa de raconter ses anecdotes.

Kortchaguine prenait Martha pour une komsomole. Il lui donnait au jugé dix-neuf ans. Quelle ne fut pas sa surprise en apprenant un jour, au cours d'une conversation, que, membre du Parti depuis 1917, elle était âgée de trente et un ans et avait milité très activement au sein du parti communiste letton. Condamnée par les Blancs à être fusillée, en 1918, elle avait bénéficié avec d'autres camarades d'un échange proposé par le gouvernement soviétique. Elle travaillait maintenant à la Pravda et terminait en même temps ses études dans une école supérieure. Pavel ne remarqua pas comment la chose se fit, mais la petite Lettone, qui venait souvent voir Ebner, devint très vite l'une des « cinq ».

Le vieux militant illégal eghu, également Letton, la plaisantait malicieusement :

— Voyons, Martha, et ce pauvre Ozol qui se morfond à Moscou ? Ce n'est pas bien du tout !

Le matin, une minute avant le coup de sonnette, le chant du coq résonnait dans tout le sanatorium. Ebner l'imitait à la perfection. Le personnel s'efforçait de découvrir le volatile mystérieusement introduit dans l'établissement. Et Ebner était au comble de la joie.

A SUIVRE

La saisie n'aura pas lieu mais rien ne change pour les handicapés

Petite victoire pour les handicapés : Elisabeth Auerbader ne sera pas saisie. Elisabeth qui a de grandes difficultés à se déplacer, et devant l'inaccessibilité des transports en commun pour les handicapés, se rend tous les matins à son travail en voiture spécialement aménagée. Mais la voiture, il faut la garer, et lorsqu'on ne peut marcher, on la gare le plus près possible du lieu où on se rend. Les contractuels ne voulaient pas saisir le sens du macaron apposé sur le pare-brise du véhicule : GIC (Grand Invalide Civil). Les procès verbaux s'amoncèlent sous l'essuie-glace, et font à la fin du mois de coquettes sommes. Pas question de payer pour Elisabeth. La somme correspond à son salaire ! Les choses suivent leur train-train administratif, les sommes se gonflent lors des passages dans les bureaux successifs. Menaces de saisie. Elle n'aura pas lieu, Giscard s'est «ému» face à l'ampleur que prenait l'affaire. Une intervention sur un cas particulier, qui lui permet de gommer la réalité réservée aux handicapés.

On peut douter de l'authenticité de cette «émotion» lorsque celui-ci et son gouvernement viennent de voter la loi d'orientation, véritable institution de la ségrégation envers les handicapés. Cantonnés isolés dans les Ateliers Protégés et les Centres d'Aide par le Travail, ils y fournissent une main d'œuvre excellent marché

pour les patrons qui les font «travailler» pour des salaires bien inférieurs au SMIC, pour un travail équivalent à celui d'un travailleur en pleine possession de ses moyens. Belle émotion, lorsque les handicapés réclament depuis des années l'aménagement des lieux et transports publics ; pour qu'ils puissent se déplacer à leur gré, dans des conditions de sécurité satisfaisantes, et que le même gouvernement n'a pris aucune décision dans ce sens, sauf une petite loi pour les nouveaux permis de construire, et qui ne verra son application pratique que dans un avenir éloigné.

Mieux, lorsque ces problèmes sont posés, on invoque des critères financiers pour les éluder : qu'y a-t-il de fait pour assurer un minimum d'indépendance pour les handicapés dans les constructions récentes, tels le métro lyonnais, le RER... ? Rien !

De plus dans les stations du métro parisien, les ascenseurs sont progressivement mis hors service !

Au travers de cet épisode qui est le lot quotidien réservé à de nombreux handicapés, ceux-ci auront gagné quelques droits aux GIC (ceux qui disposent d'un véhicule personnel), et démontré l'hypocrisie du pouvoir en mal de «bonne conscience» ; leur lutte pour être des femmes, des hommes, des travailleurs à part entière, est de plus grande ampleur, et ils s'y engagent résolument !

Moins d'un an après la mort de Vital Michalon

BARRE REMET LA LEGION D'HONNEUR A JANNIN !

Malville — Juillet 77
A sa manière Barre se souvient.
Vital Michalon : mort à Faverges
Manfred Schultz et Michel Granjean : mutilés par les grenades offensives des CRS.

Ces résultats meurtriers de la répression d'une manifestation pacifique ont été accomplis sous le commandement du préfet de l'Isère, René Jannin, celui-là même qui osa comparer les écologistes alle-

mands aux envahisseurs nazis, celui-là même qui donna l'ordre de charger impitoyablement les marcheurs de Malville.

On comprendra sans peine que tant de hauts faits méritaient une récompense insigne. C'est maintenant chose faite. Après la sinistre vision de Giscard félicitant Erulin, il y a eu Barre décorant Jannin ! Cela s'est passé dans les salons de la préfecture du Rhône : devant plus de 150 invités, Barre a pas-

sé la cravate de commandeur (mais oui !) de la légion d'honneur au préfet de l'Isère.

Jannin souriait, Barre souriait. Aimé Paquet le «médiateur» souriait, tout le gratin lyonnais était «aux anges»...

Barre rappelle sa confiance en un homme à qui il n'a pas hésité à confier des «postes difficiles». Il raconte comment Jannin s'est déjà heurté dans le Loir et Cher aux pêcheurs opposés à une centrale nu-

cléaire et étale le mépris qu'il a pour eux «aujourd'hui les pêcheurs se déclarent satisfaits car les eaux étant plus chaudes, elles sont plus poissonneuses» !

Et Barre de poursuivre en rappelant les «qualités sportives» de l'individu de Faverges...

La bourgeoisie inquiète flatte ses chiens de garde. Celui-ci avait sans nul doute bien mérité son nouveau collier.

P.P.

On l'on reparle de Javilley

L'ex-policier lyonnais Javilley, impliqué dans l'affaire de proxénétisme du «Fétich's club et remercié, s'est recyclé dans le privé. Mais ses méthodes n'ont apparemment guère changé. La Société Lyonnaise de Sécurité qu'il dirige avait déjà à son palmarès de nombreuses bavures, au point que sa réputation auprès de la clientèle, pourtant peu regardante en moralité, commençait à en souffrir. Cette fois-ci, c'est une affaire de micros à Ecully qui vient au grand jour. Ceux-ci étaient installés dans une maison qui était surveillée par Javilley

(pour le compte d'un mari jaloux). La femme évite la filature. Elle avise les gendarmes que son appartement et même une cabine proche sont sous surveillance téléphonique ! Javilley affirme n'être au courant de rien et déclare sérieusement : «Pour rien au monde, nous ne nous serions mêlés à une installation pareille»...

Comme ils ne voient vraiment pas qui a bien pu être capable d'un acte aussi scandaleux, les gendarmes lyonnais enquêtent...

Corr. Vaulx-en-Velin



Les bombes à billes contre le peuple érythréen

Les bombes à billes qui ont été utilisées contre les combattants érythréens auraient été fournies à l'Éthiopie par les USA en mai dernier, révèle le journal allemand Stern. Carter va-t-il prétexter comme il l'avait fait avec les bombes à billes livrées à Israël que celles-ci ne devaient être utilisées que dans certains cas ?

Succès de la contre-offensive érythréenne

Le porte-parole du FPLE à Rome indique qu'au cours d'une contre-offensive menée par les combattants du FPLE, 500 soldats éthiopiens ont été tués, 3 chars et 6 camions ont été détruits. Cette attaque est la première menée par le mouvement de libération à l'intérieur des frontières de l'Éthiopie, qui a mené cette opération contre la garnison d'Entechev où sont regroupés 40 000 soldats éthiopiens en vue de lancer une prochaine offensive contre l'Érythrée.

Soweto en état de siège

Le gouvernement raciste de Prétoria, craignant des manifestations à Soweto, pour le deuxième anniversaire du soulèvement, occupe militairement la banlieue noire de Johannesburg où des barrages de police ainsi que des véhicules blindés ont été mis en place. La journée de deuil, en souvenir des centaines de manifestants noirs tués par la police à Soweto, à laquelle appelait le «mouvement de la Conscience Noire» a été interdite.

RDA 125 prisonniers politiques expulsés en RFA

Les incidents qui ont opposé le 28 mai dernier à Erfurt, lors d'une foire, des jeunes est-allemands aux forces de l'ordre ne seraient qu'une «bagarre normale de fête foraine», comme vient de l'expliquer un porte-parole du ministère des Affaires étrangères de RDA à l'envoyé spécial de L'Humanité à Berlin Est.

En même temps que le régime est-allemand fait tout pour camoufler et minimiser la contestation de sa jeunesse manifestant de plus en plus ouvertement son mécontentement de cette société qui n'a rien de socialiste, il se débarrasse de ses détenus politiques dont 125 ont été expulsés en République fédérale allemande pendant ces deux dernières semaines. Selon un rapport de Amnesty International, au moins 6 000 prisonniers politiques se trouvent encore dans les prisons est-allemandes.

Zimbabwe : 22 civils massacrés par les forces racistes

Prétextant la présence de combattants du Front patriotique, les forces racistes rhodésiennes ont bombardé un village situé à une trentaine de kilomètres de Salisbury. Neuf civils sont morts sous les bombardements et 13 autres personnes, des femmes et des enfants qui s'étaient réfugiés dans un bâtiment du village ont été massacrés par les troupes de Jan Smith. C'est le second massacre perpétré contre des civils depuis le 14 mai où 52 Africains avaient été tués dans le sud-est du pays.

Démission du premier ministre belge

Vendredi matin le premier ministre belge Léo Tindemans a adressé sa démission au roi Baudoin. La crise gouvernementale qui est à l'origine de cette décision provient d'un désaccord entre les différents partis qui forment la coalition gouvernementale (Chrétiens sociaux flamands et wallons, Parti socialiste, Volksunie et Front des Francophones). Le désaccord porte sur le plan d'austérité proposé par le parti Chrétien de Tindemans, qui sous couvert d'économies budgétaires menace de diminuer le montant des allocations-chômage, des allocations familiales, de l'assurance maladie et des retraites.

Le parti socialiste s'est montré opposé aux économies sur les prestations sociales, bien qu'il fasse partie de la coalition gouvernementale depuis un an. Autres sujets de désaccord dans le gouvernement : l'envoi des parachutistes belges au Zaïre qui a divisé ces partis et l'éternelle querelle linguistique qui voit s'affronter Wallons et Flamands. Cette crise gouvernementale a pour toile de fond la crise économique qui se manifeste par un des taux de chômage les plus importants en Europe, et une nouvelle vague de licenciements prévue dans la sidérurgie où 40 000 travailleurs sont menacés.

USA : les nazis autorisés à manifester

La Cour Suprême américaine vient d'autoriser le parti nazi à défilé dans le quartier juif de Chicago. Cette décision n'a pas tenu compte des nombreuses protestations anti-fascistes, elle a été prise au nom de la «liberté d'expression», qui comme chacun sait est un droit inaliénable inscrit dans la constitution des États Unis, dont sont exclus les Noirs, les Indiens, les Porto-ricains et les Chicanos.